RCS : BORDEAUX
Code greffe : 3302

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BORDEAUX atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1994 B 01464
Numéro SIREN : 395 388 739
Nom ou dénomination : VALOREM

Ce dépôt a été enregistré le 21/11/2022 sous le numéro de dépôt 36102

KPMG S.A.
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33692 Mérignac cedex
France

BSF Audit S.A.S.
35 rue Jean Descas
BP 30
33032 Bordeaux cedex
France

VALOREM S.A.S.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021
VALOREM S.A.S.
213 Cours Victor Hugo - 33130 Bègles

KPMG S.A.
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33692 Mérignac cedex
France

BSF Audit S.A.S.
35 rue Jean Descas
BP 30
33032 Bordeaux cedex
France

VALOREM S.A.S.

Siège social : 213 Cours Victor Hugo - 33130 Bègles

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'Assemblée générale de la société VALOREM S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société VALOREM S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans la note « 1.1.4 – Comparabilité des comptes » de l'annexe des comptes consolidés concernant :

- les modifications apportées à la comptabilisation de la prise de contrôle du sous-groupe Force Hydraulique Antillaise ;
- le changement d'estimation comptable relatif aux modalités d'activation, en immobilisations corporelles en cours ou en stocks et en-cours de production, des coûts de développement des projets.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Test de dépréciation des actifs du sous-groupe Force Hydraulique Antillaise

Conformément à IAS 36, la valeur des actifs incorporels et corporels dont la durée d'utilisation est limitée est testée dès qu'un indice de perte de valeur est identifié. Le test consiste à comparer la valeur nette comptable de ces actifs avec leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est déterminée selon les modalités décrites dans la note « 1.3.3 – Dépréciation des actifs » de l'annexe des comptes consolidés. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par la comptabilisation d'une dépréciation.

Les actifs incorporels et corporels du sous-groupe Force Hydraulique Antillaise, dont le montant net figurant au bilan du 31 décembre 2021 s'établit à 66.334 milliers d'euros, ont fait l'objet d'un test de dépréciation selon les modalités décrites dans la note « 1.3.3 – Dépréciation des actifs » de l'annexe des comptes consolidés.

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test ainsi que la cohérence d'ensemble des hypothèses utilisées, revu les calculs conduisant à l'absence de dépréciation comptabilisée et nous avons vérifié que la note « 5 – Immobilisations corporelles » de l'annexe des comptes consolidés donne une information appropriée.

Comme indiqué dans la note « 1.3 – Estimations, jugements et principes comptables » de l'annexe des comptes consolidés, ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérification spécifiques prévue par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.
  Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les commissaires aux comptes

Mérignac et Bordeaux, le 17 juin 2022

KPMG S.A.	BSF Audit S.A.S.
Aurélie Lalanne *Associée*	Jean-Michel Gaudin *Associé*

VALOREM

L'ÉNERGIE D'AGIR

Etats financiers consolidés au 31 décembre 2021



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE 4

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE 6

ETAT DU RESULTAT NET ET DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL 7

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES 8

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES 9

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES 10

NOTE 1 – PRINCIPES COMPTABLES ET REGLES DE CONSOLIDATION 10

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES 27

NOTE 2 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION 28

NOTE 3 –EVENEMENTS SIGNIFICATIFS 31

NOTES ANNEXES AUX POSTES DE L'ACTIF 34

NOTE 4 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL 34

NOTE 5 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES 35

NOTE 6 – TITRES MIS EN EQUIVALENCE 38

NOTE 7 – ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS 40

NOTE 8 – STOCKS ET EN-COURS 40

NOTE 9 –CLIENTS ET COMPTES RATTACHES, AUTRES ACTIFS COURANTS ET NON COURANTS 41

NOTE 10 – TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE 42

NOTES ANNEXES AUX POSTES DU PASSIF 43

NOTE 11 – CAPITAUX PROPRES 43

NOTE 12 – PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE 43

NOTE 13 – PROVISIONS 45

NOTE 14 – DETTES FINANCIERES 46
NOTE 15 – FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES, AUTRES PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS.....48
NOTE 16 – INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES 49
NOTE 17 – ENGAGEMENTS HORS BILAN.....51
NOTES ANNEXES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT 52
NOTE 18 – CHIFFRES D'AFFAIRES ET RESULTAT OPERATIONNEL.....52
NOTE 19 – PERSONNEL ET EFFECTIF.....53
NOTE 20 – AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS.....53
NOTE 21 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS 54
NOTE 22 – RESULTAT FINANCIER 54
NOTE 23 – IMPOTS.....55
NOTES COMPLEMENTAIRES 57
NOTE 24 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....57
NOTE 25 - REMUNERATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS ET TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES 57
NOTE 26 - HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....57
NOTE 27 – JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS.....57

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

ACTIF	Notes	2021-12	2020-12
En milliers d'euros		Valeurs nettes	Valeurs nettes
Immobilisations incorporelles	4	4 266	3 987
Goodw ill	4	-	6 212
Immobilisations corporelles	5	750 397	717 164
Titres mis en équivalence	6	3 038	3 662
Actifs financiers non courants	7	29 366	13 171
Autres actifs non courants	9	1 304	-
Impôts différés actifs	23	16 772	14 233
Total Actifs Non Courants		**805 143**	**758 429**
Stocks et en-cours	8	4 080	3 399
Clients et comptes rattachés	9	33 692	21 320
Autres actifs courants	9	28 632	40 922
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	118 903	114 415
Total Actifs Courants		**185 307**	**180 056**
Total Actif		**990 450**	**938 484**

PASSIF	Notes	2021-12	2020-12
En milliers d'euros			
Capital		9 540	8 443
Primes liées au capital		26 323	116
Réserves consolidées		55 013	45 399
Résultat de l'exercice - part du Groupe		2 703	(4 736)
Capitaux Propres part du Groupe	**11**	**93 579**	**49 222**
Participations ne donnant pas le contrôle	12	7 228	4 257
Capitaux propres	**11**	**100 808**	**53 479**
Provisions non courantes	13	13 799	13 273
Emprunt obligataire non courant	14	51 467	52 478
Dette sur droit d'utilisation non courant	14	34 660	30 515
Autres financements non courants	14	620 105	613 533
Passifs financiers non courants	28	6 163	20 323
Autres passifs non courants	15	7 612	9 676
Impôts différés passifs	23	22 741	20 225
Total Passifs Non-Courants		**756 546**	**760 023**
Provisions courantes	13		
Emprunt obligataire courant	14	610	610
Dette sur droit d'utilisation courant	14	3 408	2 367
Financement courant	14	64 935	60 758
Instruments financiers dérivés courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	15	20 029	19 175
Passifs d'impôts courants	15	22 444	30 523
Autres passifs courants	15	21 670	11 549
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés			
Total Passifs Courants		**133 096**	**124 983**
Total Passif		**990 450**	**938 484**

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	Notes	2021-12	2020-12
En milliers d'euros			
Chiffre d'affaires	18	**101 856**	**89 214**
Achats de marchandises et variation de stocks		(33 718)	(50 705)
Charges de personnel	19	(24 757)	(20 243)
Charges externes		(23 912)	(19 829)
Impôts et taxes		(4 615)	(4 271)
Dotations et reprises aux amortissements	20	(41 784)	(33 200)
Dotations et reprises aux provisions	20	(209)	(1 696)
Variations des stocks de produits en cours et de produits finis		616	1 192
Autres produits d'exploitation		39 981	58 625
Autres charges d'exploitation		(108)	(904)
Résultat Opérationnel Courant		**13 349**	**18 183**
Autres produits opérationnels non courants	21	167	6 518
Autres charges opérationnelles non courantes	21	(1 662)	(783)
Résultat opérationnel		**11 854**	**23 918**
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence	6	32	(2 922)
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence [dans le prolongement de l'activité du Groupe]		**11 887**	**20 996**
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		152	2
Coût de l'endettement financier brut		(10 431)	(10 194)
Autres produits financiers		6 726	12 657
Autres charges financières		(10 430)	(20 880)
Résultat Financier	22	**(13 983)**	**(18 414)**
Charges d'impôt sur le résultat	23	5 103	(6 889)
Résultat net des activités poursuivies		**3 007**	**(4 307)**
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle	12	304	429
Résultat net part du groupe		**2 703**	**(4 736)**

ETAT DU RESULTAT NET ET DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

ETAT DU RESULTAT NET ET DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL	Notes	2021-12	2020-12
En milliers d'euros			
Résultat net		**3 007**	**(4 307)**
Eléments recyclables ultérieurement en résultat net			
Ecarts de conversion			
Réévaluation des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie	27	23 839	(13 327)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente			
Quote-part des autres éléments du résultat global des sociétés mises en équivalence		82	(154)
Impôts sur réévaluation des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie		(6 014)	3 863
Eléments non recyclables ultérieurement en résultat net			
Réévaluation des immobilisations corporelles		0	0
Réévaluation des passifs au titre des régimes à prestations définies (écarts actuariels)	13	80	(336)
Quote-part des autres éléments du résultat global des sociétés mises en équivalence		0	0
Impôts sur réévaluation des passifs au titre des régimes à prestations définies (écarts actuariels)		(21)	94
Total des autres éléments du résultat global		**17 967**	**(9 861)**
Résultat net et autres éléments du résultat global		20 951	(14 168)
Dont part du Groupe		**19 872**	**(14 396)**
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		**1 078**	**228**

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ En milliers d'euros	2021-12	2020-12
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'ouverture	**114 415**	**29 017**
Résultat net (y compris participations ne donnant pas le contrôle)	**3 007**	**-4 307**
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
Dotations nettes aux amortissements et provisions	38 820	36 082
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	1 605	-17 083
Plus ou moins values de cession	1 393	-1 638
Quote-part de résultat des mises en équivalence	-32	2 922
Dividendes reçus (titres non consolidés et titres mis en équivalence)	188	0
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier et impôt	**44 980**	**15 976**
Coût de l'endettement financier net	10 431	10 194
Charges d'impôt (y compris impôts différés)	-5 427	5 748
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt	**49 984**	**31 918**
Impôts versés	-6 773	-1 293
Variation du BFR lié à l'activité	10 604	-8 924
Flux net généré par (affecté à) l'activité	**53 815**	**21 701**
Acquisition d'immobilisations incorporelles	-645	-749
Acquisition d'immobilisations corporelles	-59 467	-97 153
Cession d'immobilisations corporelles	0	0
Acquisition d'actifs et variation des comptes de réserve	-10 260	-3 018
Cession d'actifs et variation des comptes de réserve	2 702	17 098
Dette sur acquisition d'immobilisations	-2 418	1 013
Acquisition de filiale, sous déduction de la trésorerie acquise	0	-368
Cession de filiale, sous déduction de la trésorerie cédée	0	-8
Autres flux liés aux opération d'investissements	-263	0
Flux net provenant des (affecté aux) investissements	**-70 348**	**-83 185**
Dividendes versés par la société mère	-3 000	0
Augmentations (réductions) de capital	28 559	0
Emissions d'emprunts	70 184	443 612
Remboursements d'emprunts	-64 259	-286 622
Intérêts versés	-10 431	-10 194
Autres flux liés aux opérations de financement	-68	86
Flux net provenant du (affecté au) financement	**20 984**	**146 882**
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	**4 451**	**85 398**
Trésorerie de clôture et équivalents de trésorerie (A)+(B)+(C)+(D)	**118 866**	**114 415**
Contrôle variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	**4 451**	**85 398**

Les émissions d'emprunt incluent 18,3 millions d'euros de tranche B.

Les remboursements d'emprunt incluent 21,8 millions d'euros de tranche B.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En milliers d'euros	Capital	Primes liées au capital	Réserves et Résultat de l'exercice	Réserve de juste valeur des immobilisations	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Réévaluation des passifs au titre des régimes à prestations définies	Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
Situation à l'ouverture de l'exercice 2020	**8 407**	**116**	**72 405**	**0**	**(16 196)**	**(128)**	**64 603**	**5 434**	**70 038**
Résultat net de l'exercice			(4 736)				(4 736)	429	(4 307)
Autres éléments du résultat global					(9 418)	(242)	(9 660)	(201)	(9 861)
Résultat net et autres éléments du résultat global	**0**	**0**	**(4 736)**	**0**	**(9 418)**	**(242)**	**(14 396)**	**228**	**(14 168)**
Augmentations de capital	37		(37)				0		0
Acquisitions de filiales (1)			(999)				(999)	(1 515)	(2 514)
Cessions de filiales			3				3		3
Variation limitation ID sur JV			(96)				(96)	110	14
Autres mouvements			108				108		108
Total des transactions avec les propriétaires de la Société	**37**	**0**	**(1 021)**	**0**	**0**	**0**	**(984)**	**(1 405)**	**(2 389)**
Situation à l'ouverture de l'exercice 2021	**8 443**	**116**	**66 648**	**0**	**(25 615)**	**(369)**	**49 223**	**4 257**	**53 479**
Résultat net de l'exercice			2 703				2 703	304	3 007
Autres éléments du résultat global			24		17 145	0	17 169	774	17 943
Résultat net et autres éléments du résultat global	**0**	**0**	**2 726**	**0**	**17 145**	**0**	**19 872**	**1 078**	**20 950**
Augmentations de capital	1 097	26 207					27 304		27 304
Dividendes versés			(3 000)				(3 000)		(3 000)
Variation limitation ID sur JV			(149)				(149)	61	(89)
Autres mouvements			326				326	1 832	2 159
Total transactions avec les propriétaires de la Société	**1 097**	**26 207**	**(2 822)**	**0**	**0**	**0**	**24 482**	**1 893**	**26 375**
Situation à la clôture de l'exercice 2021	**9 540**	**26 323**	**66 552**	**0**	**(8 469)**	**(369)**	**93 579**	**7 228**	**100 807**

Les autres mouvements correspondent principalement à l'ajustement de la juste valeur de FHA et à l'augmentation de capital non souscrite par le groupe entrainant une diminution du pourcentage d'intérêts sans perte de contrôle pour les sociétés La Fibat, Maillol, Montbartier et Saint Marcel.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 décembre 2021

NOTE 1 – PRINCIPES COMPTABLES ET REGLES DE CONSOLIDATION

Valorem S.A.S. (« la Société ») est une société domiciliée en France. Le siège social de la société est situé à Bègles (Aquitaine).

Le groupe Valorem est un opérateur en énergies vertes verticalement intégré qui maîtrise de multiples compétences dans les énergies renouvelables et accompagne les collectivités et ses partenaires à tous les stades d'un projet : études, développement, financement, construction, suivi d'exploitation et maintenance.

Les états financiers du Groupe Valorem pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble étant désigné comme le « Groupe ») ainsi que la participation du Groupe dans des entreprises associées et coentreprises.

1.1 – Référentiel comptable

1.1.1 – Base de préparation de l'information financière

Les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2021 sont présentés conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union européenne, et notamment en application d'IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière ».

1.1.2 – Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne applicables aux exercices ouverts au 1er janvier 2021

L'amendement des normes IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 relatives aux instruments financiers, portant sur la réforme des taux d'intérêts Phase 2, publié par l'IASB et adopté par l'Union européenne, est applicable au 1er janvier 2021 de manière rétrospective.

La décision de l'IFRS IC sur les modalités de calcul d'engagements de régimes à prestations définies (IAS 19) approuvée par l'IASB en mai 2021, est applicable au 1er janvier 2021 de manière rétrospective.

Ces amendements et cette décision n'ont pas d'impact significatif sur les comptes consolidés au 31 décembre 2021.

1.1.3 – Nouvelles normes, amendements et interprétations non encore appliqués

Les nouvelles normes, interprétations et amendements à des normes existantes et applicables aux périodes comptables ouvertes à compter du 1er janvier 2022 ou 2023 postérieurement adoptés par l'Union Européenne n'ont pas été appliqués par anticipation par le Groupe au 31 décembre 2021.

Normes, amendements et interprétations		Date d'application
Amendement à IAS 16	Produits générés avant l'utilisation prévue	1er janvier 2022
Amendement à IFRS 3	Mise à jour de la référence au cadre conceptuel	1er janvier 2022
Amendement à IAS 37	Coûts à prendre en compte pour déterminer si le contrat est déficitaire	1er janvier 2022
IFRS 17 et amendements	Contrats d'assurance	1er janvier 2023
Améliorations annuelles (cycle 2018-2020)	Processus annuel d'amélioration des normes	1er janvier 2022

L'application des textes ci-dessus est en cours d'analyse par le Groupe, aucun impact significatif n'est anticipé à ce stade.

Les amendements à des normes existantes et applicables aux périodes comptables ouvertes à compter du 1er janvier 2023 postérieurement non adoptés par l'Union Européenne n'ont pas été appliqués par anticipation par le Groupe au 31 décembre 2021.

Normes, amendements et interprétations		Date d'application
Amendement à IAS 1	Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants.	1er janvier 2023
Amendement à IAS 1	Information sur les méthodes comptables significatives	1er janvier 2023
Amendement à IAS 8	Définition des estimations comptables	1er janvier 2023
Amendement à IAS 12	Impôt différé rattaché à des actifs et des passifs issus d'une même transaction	1er janvier 2023
Amendement à IAS 17	Première application d'IFRS 17 et d'IFRS 9 – Informations comparatives	1er janvier 2023

L'application des amendements ci-dessus est en cours d'analyse par le Groupe, aucun impact significatif n'est anticipé à ce stade.

1.1.4 – Comparabilité des comptes

Force Hydraulique Antillaise

Fin 2020, le groupe VALOREM avait pris le contrôle du sous-groupe Force Hydraulique Antillaise (FHA) après une prise participation complémentaire portant sa détention à 85%. La consolidation du sous-groupe FHA à la date de prise de contrôle avait, en particulier, conduit à reconnaitre une partie du prix d'acquisition au sein du poste Goodwill pour 6,2 M€.

Après analyse complémentaire menée en 2021 des caractéristiques principales de cette prise de contrôle, la Direction du groupe conclut que la substance de l'acquisition de FHA est un achat d'actifs, et qu'il n'y a pas acquisition d'une entreprise au sens d'IFRS 3 (IFRS 3, B7).

Cela a donc conduit à présenter l'intégralité du prix d'acquisition au sein des Immobilisations corporelles au 31 décembre 2021.

Frais liés au développement des projets

En 2021, le Groupe a revu les modalités d'activation des frais liés aux développement des projets comptabilisés en immobilisation en cours ou en stocks et en-cours de production. Depuis cet exercice, compte tenu de procédures renforcées en interne au titre de la sécurisation des projets portés par le Groupe les projets en phase P2 sont stockés ou immobilisés. Désormais, les coûts de développement des projets sont activés si les conditions suivantes sont respectées :

- Foncier maitrisé ;
- Gisement favorable ;
- Raccordement électrique réalisable ;
- Contraintes environnementales acceptables ;
- Contraintes techniques et règlementaires non rédhibitoires.

L'effet de ce changement d'estimation a été traité selon la méthode prospective (IAS 8.36 s.). L'impact positif de 2,9 M€ avant impôt (comparativement aux modalités d'application appliquées jusqu'en 2020) a été comptabilisé dans la composante 'Résultat opérationnel courant' de l'état du résultat global

Faits marquants

En décembre 2021, VALOREM a réalisé une augmentation de capital qui a impacté le capital social et les primes d'émission respectivement de 1 M€ et 26 M€.

1.2 – Modalités de consolidation

1.2.1 – Méthodes de consolidation

a. Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par le Groupe, au sens d'IFRS 10 « Etats financiers consolidés ». Le Groupe contrôle une filiale lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les modifications du pourcentage de détention du Groupe dans une filiale n'entraînant pas de perte du contrôle sont comptabilisées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

b. Intérêts dans des entités mises en équivalence

Les intérêts du Groupe dans des entités mises en équivalence comprennent des intérêts dans des entreprises associées et des coentreprises.

Les entités associées sont les entités dans lesquelles le Groupe a une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle ou le contrôle conjoint. Les coentreprises sont des partenariats conférant au Groupe le contrôle conjoint, selon lequel il a des droits sur les actifs nets des partenariats et non des droits sur ses actifs et des obligations à assumer au titre de ses passifs.

Les intérêts du Groupe dans les entités associées et les coentreprises sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Si la quote-part de l'investisseur dans les pertes d'une entreprise associée ou coentreprise est égale ou supérieure à sa participation dans celle-ci, la quote-part de l'investisseur est ramenée au maximum à zéro. Toute perte supplémentaire n'est comptabilisée au passif que si le Groupe a contracté une obligation légale ou implicite ou effectué des paiements au nom de l'entreprise associée ou de la coentreprise.

c. Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Toutes les transactions et positions internes aux filiales sont éliminées en consolidation. Les gains découlant des transactions avec les entités mises en équivalence sont éliminés par la contrepartie des titres mis en équivalence à concurrence des parts d'intérêt du Groupe dans l'entreprise. Les pertes sont éliminées de la même façon que les gains, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas

représentatives d'une perte de valeur. La liste des filiales, co-entreprises et entreprises associées est présentée en Note 2.

1.2.2 – Conversion en devises

Les états financiers consolidés sont présentés en euros qui est la monnaie fonctionnelle de la société. Les états financiers consolidés du Groupe ainsi que les notes aux états financiers sont présentés en milliers d'euros, sauf mention contraire. Au 31 décembre 2020 et 31 décembre 2021, toutes les sociétés consolidées font partie de la zone euro.

Les créances et dettes en monnaies étrangères sont converties en euros sur la base du cours de change officiel en vigueur à la clôture du bilan. Les pertes ou profits latents résultant de cette conversion sont enregistrés dans le compte de résultat consolidé sous la rubrique « Autres charges ou produits financiers ». Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées initialement en euros en utilisant les cours de change en vigueur aux dates de transactions.

1.2.3 – Base d'évaluation

Les états financiers consolidés sont préparés sur la base du coût historique, à l'exception des instruments dérivés évalués à la juste valeur. Les titres non consolidés sont évalués à leur valeur historique.

1.3 – Estimations, jugements et principes comptables

L'établissement des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS requiert que la Direction procède à certaines estimations et retienne certaines hypothèses, qu'elle juge raisonnables et réalistes.

Même si ces estimations et hypothèses sont régulièrement revues par la Direction du Groupe, en particulier sur la base des réalisations passées et des anticipations, certains faits et circonstances peuvent conduire à des changements ou des variations de ces estimations et hypothèses, ce qui pourrait affecter la valeur comptable future des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du Groupe.

Les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations sont les suivants :

- L'estimation de la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles
- L'activation des frais de développement
- L'estimation des durées des contrats de location pour déterminer le droit d'utilisation
- L'estimation des durées d'amortissements des actifs de production
- L'activation d'impôts différés actifs

- L'estimation des provisions

Les jugements exercés pour appliquer les méthodes comptables ayant l'impact le plus significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés concernent :

- La détermination du niveau de contrôle ou d'influence des filiales, coentreprises et entreprises associées et classement des filiales en tant que « business » ou non pour déterminer si leur acquisition correspond à un regroupement d'entreprises ou non
- L'identification des accords contenants un contrat de location
- La reconnaissance du revenu.

1.3.1 – Goodwill

Conformément aux dispositions d'IFRS 3, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Selon cette méthode, les actifs acquis et les passifs assumés sont évalués à leur juste valeur (sauf exceptions). Les goodwills correspondent à la différence entre la contrepartie transférée lors du regroupement d'entreprises et le montant des actifs et passifs identifiables acquis nets des passifs repris. Ils sont déterminés de façon provisoire lors de l'acquisition et sont révisés dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition. Les goodwills ne sont pas amortis et font l'objet de tests de perte de valeur. Les frais d'acquisition sont comptabilisés en résultat de la période lorsqu'ils sont encourus. Les compléments de prix d'acquisition conditionnels sont estimés à leur juste valeur et inclus le cas échéant dans la contrepartie transférée.

Pour chaque regroupement d'entreprises le Groupe peut évaluer les participations ne donnant pas le contrôle soit à leur juste valeur ou sur la base de leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise évalué à la juste valeur à la date d'acquisition (sauf exceptions). Le Groupe définit au cas par cas l'option qu'il applique pour comptabiliser les participations ne donnant pas le contrôle.

En date de prise de contrôle, l'éventuelle quote-part antérieurement détenue par le Groupe est réévaluée à sa juste valeur en contrepartie du résultat.

A noter cependant qu'en cas d'achat de titres de Sociétés de Projet (SPV), considérant que (i) la substance de l'acquisition est un achat d'actifs, et que (ii) la société acquise ne comporte ni employés, ni process, il est considéré qu'il n'y a pas acquisition d'une entreprise (« business ») au sens d'IFRS 3 (IFRS 3, B7). Cette acquisition est donc à considérer comme l'acquisition d'un ensemble d'actifs et passifs isolés, et non comme une acquisition d'entreprise (« business combination ») relevant d'IFRS3.

1.3.2 – Immobilisations incorporelles et corporelles

a. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou leur coût de revient, diminué du cumul des amortissements et pertes de valeur. Le coût de revient des immobilisations produites en interne inclut les coûts directs et indirects, externes ou internes, de développement qui sont immobilisés à partir du moment où le succès des projets correspondant est probable. Ces coûts ne comprennent pas les frais de prospection et les frais commerciaux.

Le Groupe considère que les critères d'activation sont remplis au moment ou un projet passe en phase P2 et remplit donc les conditions suivantes : maîtrise du foncier, gisement favorable, raccordement électrique réalisable, contraintes environnementales acceptables et contraintes techniques été réglementaires non rédhibitoires.

Lorsque les conditions pour la comptabilisation d'une immobilisation générée en interne ne sont pas remplies, les dépenses de développement sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les coûts rattachés à ces projets cessent d'être capitalisés et un amortissement est comptabilisé lorsque les parcs sont prêts à être mis en service.

Les coûts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont inclus dans le coût de production des parcs éoliens et photovoltaïques s'agissant d'actifs exigeant une longue période de production.

Les amortissements sont comptabilisés en charge et calculés selon le mode linéaire, sur les durées d'utilité estimées suivantes :

Composants des parcs éoliens (fondations, éoliennes, raccordement réseau, aménagement de zones)	20 ans
Composants des parcs photovoltaïques (fondations, matériel PV, raccordement réseau, aménagement de zones)	25 ans
Composants des parcs hydrauliques (fondations, matériel PV, raccordement réseau, aménagement de zones)	25 ans

Installations et agencements	3 à 10 ans
Matériels et outillages industriels	3 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	2 à 10 ans
Matériel de transport d'exploitation	3 à 5 ans
Mobilier	3 à 10 ans

Le Groupe comptabilise une provision pour les coûts de démantèlement et de remise en état du site pour chaque parc en service (se reporter à la Note 1, 1.3.8).

b. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Il s'agit essentiellement de brevets et prototypes, de logiciels ainsi que de contrats d'électricité comptabilisés dans le cadre d'acquisition d'entités projets. Ils ont une durée d'utilité déterminée. Leur amortissement est calculé selon un mode linéaire sur les durées d'utilité estimées suivantes :

- Logiciel : 1 à 5 ans

- Brevet et prototypes : 1 à 5 ans

- Contrats d'électricité : 20 ans

1.3.3 – Dépréciation des actifs

Conformément à IAS 36 « *Dépréciation d'actifs* », le Groupe examine régulièrement s'il existe des indices de perte de valeur des actifs incorporels et corporels à durée d'utilité déterminée. S'il existe de tels indices appréciés en fonction de l'atteinte de productibles budgétés, le Groupe effectue un test de perte de valeur afin d'évaluer si la valeur comptable de l'actif n'est pas supérieure à sa valeur recouvrable, définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité. Le goodwill et les immobilisations incorporelles non amorties font l'objet d'un test de perte de valeur annuel.

Les actifs qui ne génèrent pas d'entrée de trésorerie largement indépendantes des autres actifs sont regroupés dans des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Le Groupe a retenu comme UGT chaque projet.

Ainsi, les pertes de valeur des immobilisations en-cours dans les sociétés de projet sont évaluées projet par projet, en fonction des risques pesant sur chaque projet.

Dans le cadre de l'activité du Groupe Valorem, seuls les projets ayant une rentabilité suffisante à l'origine sont construits et opérés. Dans la mesure où, sans incident de production, les ressources générées par le projet sont prévisibles, le risque de ne pas générer le niveau de flux de trésorerie attendu est faible. Sur la base de son expérience historique, le Groupe procède à une revue de son portefeuille de projets en cours et effectue un test de perte de valeur des projets présentant une incertitude.

La valeur recouvrable est généralement évaluée sur la base de la valeur d'utilité qui correspond à une actualisation des flux de trésorerie générés par l'UGT.

Les données utilisées pour mettre en œuvre les tests par la méthode des flux de trésorerie actualisés sont issues des business plans des projets et couvrent la durée des contrats de vente d'électricité. Les hypothèses sous-jacentes sont mises à jour à la date du test.

1.3.4 – Stocks et en-cours

Les stocks et encours sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

Les stocks sont principalement constitués de travaux en cours relatifs à la part externe des projets en cours de développement, la part interne étant comptabilisée en immobilisation. La valorisation des en-cours de production est effectuée selon les principes suivants : prise en compte des heures de travail liées à la production, des charges directes et indirectes de production ainsi que les coûts d'emprunts.

1.3.5 – Actifs financiers non dérivés

Les actifs financiers sont constitués des créances d'exploitation, des dépôts de garanties, des dépôts à termes, des prêts, des titres non consolidés ainsi que de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Les actifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur augmentée des frais de transaction directement attribuables le cas échéant. Par la suite, ils sont évalués à la juste valeur ou au coût amorti selon la catégorie d'actifs à laquelle ils appartiennent.

Le classement des actifs financiers retenu est fonction de deux critères cumulatifs :

- Le modèle économique que suit le Groupe pour la gestion des actifs financiers ;

- Et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier, selon que celui-ci correspond ou non à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts uniquement.

Les actifs financiers sont ainsi classés et évalués comme suit :

- Les créances d'exploitation, les dépôts de garantie, les dépôts à terme sont comptabilisés au coût amorti ;
- Les équivalents de trésorerie du type OPCVM/SICAV sont évalués à leur juste valeur par le biais du résultat net ;
- Les titres non consolidés sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net ;

Les créances clients et actifs de contrat (factures à établir) sont dépréciés à hauteur des pertes attendues sur la durée de vie des créances conformément à IFRS 9.

1.3.6 – Passifs financiers non dérivés

Les passifs financiers comprennent les dettes financières et les dettes d'exploitation.

Les emprunts sont initialement comptabilisés à la juste valeur d'origine diminuée des coûts de transaction directement attribuables le cas échéant. A chaque clôture, les emprunts sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le Groupe a consenti à des tiers détenant des participations ne donnant pas le contrôle dans certaines sociétés consolidées, des options de vente sur tout ou partie de leur participation dans ces sociétés. Une dette financière a ainsi été constatée pour un montant correspondant à la valeur actuelle du prix d'exercice de l'option, en contrepartie des capitaux propres à la date de transition.

1.3.7 – Instruments financiers dérivés

Dans le cadre de ses opérations de financement, le Groupe souscrit des emprunts à taux variable. Conformément à sa politique de couverture des risques financiers, le Groupe a systématiquement recours à des instruments financiers dérivés (des swaps de taux) afin de couvrir le risque de taux d'intérêt des emprunts à taux variable.

Les instruments financiers dérivés ayant une juste valeur positive sont comptabilisés à l'actif et ceux ayant une juste valeur négative sont comptabilisés au passif.

Lorsqu'ils ne sont pas considérés comptablement comme des instruments de couverture de flux futurs de trésorerie (cash-flow hedge), les variations de juste valeur de ces instruments sont enregistrées en

résultat. Dans le cas contraire elles sont comptabilisées en autres éléments du résultat global recyclable pour la part efficace de la couverture et en résultat financier pour la part inefficace.

1.3.8 – Provisions et passifs éventuels

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé à l'égard d'un tiers, dans la mesure où elle peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources pour le Groupe.

Les provisions sont évaluées en application de la norme IAS 37 « *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* » sur la base de l'estimation la plus probable de la dépense nécessaire pour éteindre l'obligation. Lorsque l'effet de la valeur temps est significatif, le montant de la provision est actualisé. Si le montant ou l'échéance ne peuvent être estimés avec suffisamment de fiabilité, il s'agit alors d'un passif éventuel qui constitue un engagement hors bilan.

Provision pour démantèlement

Lorsqu'une obligation légale ou contractuelle de démanteler une centrale existe, une provision pour démantèlement est constatée en contrepartie de l'immobilisation afférente, dont le coût fait l'objet d'une estimation régulière. En cas de changement significatif de l'estimation conduisant à une augmentation de la provision, la valeur nette de l'immobilisation afférente est également augmentée. Si le changement conduit à diminuer la provision, une dépréciation de l'immobilisation est comptabilisée.

1.3.9 – Engagements de retraite

A son départ en retraite, le personnel des sociétés du Groupe perçoit des indemnités de fin de carrière selon les règles définies dans la convention collective applicable ou le droit commun.

Ces engagements constituent des régimes à prestations définies qui figurent au passif du bilan en provisions.

Le montant de l'engagement est calculé selon une méthode actuarielle qui tient compte du taux de rotation des salariés, de leur espérance de vie, du taux de progression des salaires et d'un taux d'actualisation. Le calcul est réalisé selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaire de fin de carrière.

Le coût des services est comptabilisé en charges de personnel. Il comprend le coût des services rendus au cours de la période, le coût des services passés résultant de la modification ou de la réduction d'un régime, intégralement comptabilisé en résultat de la période au cours de laquelle il est intervenu, et les pertes et gains résultant des liquidations.

La charge d'intérêt est comptabilisée en autres charges et produits financiers, est constituée de l'effet de désactualisation des engagements.

Les réévaluations du passif (écarts actuariels) sont comptabilisées en autres éléments non recyclables du résultat global.

1.3.10 – Impôts et taxes

Impôts sur les résultats

Les impôts sur les résultats comprennent la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé, calculés conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où les résultats sont taxables. Les impôts exigibles et différés sont généralement comptabilisés en résultat sauf s'il se rattache à un regroupement d'entreprises ou à des éléments qui sont comptabilisés en autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres, de façon symétrique à l'opération sous-jacente.

La charge (le produit) d'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du résultat imposable de la période, déterminé en utilisant les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt différé résulte des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales. Cependant, aucun impôt différé n'est constaté pour les différences temporelles générées par :

- La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de transaction ;
- Des participations dans des filiales, co-entreprises et entreprises associées dès lors que le Groupe contrôle la date à laquelle les différences temporelles s'inverseront et qu'il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt attendus sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé et qui ont été adoptés ou quasi adopté à la date de clôture. Les impôts différés sont revus à chaque clôture pour tenir compte notamment des changements de législation fiscale et des perspectives de recouvrement des différences temporelles déductibles. Les actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés au titre des différences temporelles déductibles et des pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels ceux-ci pourront être imputés. Les bénéfices futurs imposables sont évalués par rapport au renversement des différences temporelles imposables. Si le montant des différences temporelles ne suffit pas à comptabiliser l'intégralité d'un actif d'impôt

différé, les bénéfices futurs imposables, ajustés du renversement des différences temporelles, sont évalués par rapport au plan d'activité de chacune des filiales du Groupe.

Le Groupe a choisi de comptabiliser la CFE en résultat opérationnel, dans le poste « Impôts et taxes », et a considéré que l'assiette de la CVAE entrait dans le champ d'application de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat ».

1.3.11 – Chiffre d'affaires

Conformément à IFRS 15 « *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* », le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsque chaque obligation de performance est satisfaite, à savoir lorsque le contrôle du bien ou du service est transféré au client pour le montant qu'elle s'attend à recevoir.

Le chiffre d'affaires est essentiellement constitué des :

- Ventes d'électricité produite au niveau des unités de production. Cette électricité est vendue conformément aux différents contrats dont les prix de vente sont définis par décrets ou de gré à gré.
- Ventes de services provenant de :
- La réalisation de contrats de construction de parcs
- La fourniture de services de développement, d'exploitation et de maintenance de parcs.
- Plus-values nettes de frais de cessions d'entités non consolidées.

Concernant les ventes d'électricité, le chiffre d'affaires comptabilisé correspond, pour chaque centrale, à la vente d'électricité produite et cédée à l'opérateur conformément aux différents contrats, garantissant notamment les prix de vente en fonction des volumes produits et cédés. Le chiffre d'affaires est calculé sur la base de MWh effectivement livrés, ce qui constitue l'obligation de performance, sur la période concernée. Ces contrats sont généralement conclus pour des durées de 20 ans. Ces contrats contiennent une seule obligation de performance dont le chiffre d'affaires est comptabilisé en continu. Le Groupe utilise l'exemption lui permettant de comptabiliser son chiffre d'affaires mensuellement au fur et à mesure de son droit à facturer. Ces contrats prévoient un paiement mensuel de la production d'électricité.

Concernant les ventes de services, elles regroupent principalement les constructions de parcs pour lesquels le Groupe réalise la maitrise d'ouvrage et les activités de maintenance :

- Le chiffre d'affaires de construction repose sur le contrat qui peut prendre la forme d'un contrat clés en main, ou de service (assistance, maitrise d'ouvrage). Il est comptabilisé à l'avancement par les coûts.
- Le chiffre d'affaires des activités de maintenance ou d'exploitation repose sur des contrats pluriannuels dont la durée est comprise en général entre 1 et 10 ans. Il est comptabilisé de façon linéaire.
- Certains contrats peuvent intégrer des clauses de disponibilités ou de performance donnant lieu à des pénalités qui sont prises en compte dans la reconnaissance initiale du chiffre d'affaires, sauf s'il est hautement probable qu'elles ne soient pas encourues.

1.3.12 – Autres produits et autres charges opérationnels non courants

Les « Autres produits opérationnels non courants » et les « Autres charges opérationnelles non courantes » sont des éléments peu nombreux, bien identifiés, non récurrents, significatifs au niveau de la performance consolidée, et généralement repris dans la communication financière du Groupe. Ils sont présentés de manière distincte dans le compte de résultat et comprennent un nombre limité de produits ou de charges tels que :

- Certaines plus et moins-values de cession d'actifs non courants corporels ou incorporels ;
- Certaines dépréciations d'actifs non courants corporels ou incorporels ;
- Certaines charges de restructuration ;
- Des provisions relatives à un litige majeur pour l'entreprise.

1.3.13 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent les disponibilités bancaires ainsi que les placements à court terme, très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

1.3.14 – Contrats de location

Conformément à IFRS 16 « Contrats de location », le Groupe évalue, à la signature d'un contrat, si celui-ci est ou contient un contrat de location.

Le contrat est ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pour une période de temps en échange d'une contrepartie. Pour évaluer si un contrat donne le droit de contrôler un actif identifié tout au long de la durée d'utilisation du bien, le Groupe évalue si :

- Le contrat implique l'utilisation d'un actif identifié : ceci peut être spécifié de façon explicite ou implicite, et doit être physiquement distinct ou représenter substantiellement la capacité d'un actif physiquement distinct. Si le bailleur possède un droit substantiel de substitution, alors l'actif n'est pas identifié ;
- Le Groupe a le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques de l'utilisation de l'actif tout au long de la période d'utilisation
- Le Groupe a le droit de décider de l'utilisation de l'actif. Le Groupe a ce droit lorsqu'il dispose des droits de décision les plus pertinents pour déterminer comment et dans quel but est utilisé l'actif. Dans de rares cas, lorsque la décision sur la manière et l'objectif dont l'actif est utilisé est prédéterminée, le Groupe a le droit de diriger l'utilisation de l'actif si :
- Le Groupe a le droit d'exploiter l'actif, ou
- Le Groupe a conçu le bien d'une manière qui prédétermine comment et à quelles fins il sera utilisé.

Le Groupe est amené à louer des terrains pour ses installations de production d'électricité, des bureaux pour ses activités administratives ainsi que des véhicules et du matériel administratif. Il a en revanche été déterminé que les contrats clients de fourniture d'électricité ne remplissent pas la définition d'un contrat de location compte tenu de l'absence de droit de diriger l'utilisation de l'actif.

Les contrats de locations de terrains de parcs éoliens et photovoltaïques ont généralement des durées non résiliables entre 20 et 25 ans, incluant des options de renouvellement à la main du Groupe. Les durées retenues par le Groupe n'incluent pas les périodes de renouvellement dans la mesure où actuellement le Groupe n'a pas de contrats suffisamment anciens permettant de savoir s'ils exerceront ou non leurs clauses de renouvellement.

Il s'agit principalement de loyers fixes indexés.

Des servitudes de surplomb et altius tollendi liées au passage des pales de l'éolienne, des servitudes de passage ainsi que des servitudes de tréfonds pour le passage de câbles électriques enterrés sur les terrains adjacents aux parcs photovoltaïques sont octroyées sur les mêmes durées en général que les baux des terrains et font l'objet de versement d'indemnités ponctuelles ou étalées dans le temps. Conformément aux critères ci-dessus, il a été déterminé que les servitudes de surplomb, altius tollendi et de tréfonds remplissent la définition des contrats de location contrairement aux servitudes de passage dont les loyers ont ainsi été exclus de la dette locative

Concernant les bureaux, les baux correspondent principalement à des baux 3-6-9 dont la durée exécutoire retenue est généralement de 9 ans. En effet, les emplacements ne sont pas stratégiques, les agencements ne sont pas significatifs et il n'existe pas d'autres types de pénalités économiques. Il s'agit principalement de loyers fixes indexés.

Les contrats de location des véhicules et matériels informations ont des loyers fixes et des durées entre 3 et 6 ans.

Au début d'un contrat, le Groupe comptabilise un actif « droit d'utilisation » en contrepartie d'une dette locative.

L'actif « droit d'utilisation » est initialement évalué au coût, qui correspond au montant initial de la dette locative ajustée de tout paiement de loyers déjà effectué à la date de début du contrat loyers, additionnée de tous les coûts directs marginaux encourus, déduction faite des primes incitatives de location reçues le cas échéant.

L'actif « droits d'utilisation » est ensuite amorti selon la méthode linéaire à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat jusqu'à la date de fin du contrat. En outre, la valeur de l'actif « droits d'utilisation » est ajustée pour tenir compte de certaines réévaluations de la dette locative et le cas échéant, diminuée en cas de pertes de valeur, conformément à IAS 36.

La dette locative est initialement évaluée à hauteur de la valeur actuelle des loyers qui ne sont pas payés au commencement du contrat, actualisés en utilisant le taux marginal d'emprunt du preneur qui serait obtenu pour une duration équivalente à celle du contrat de location.

Les paiements de location inclus dans l'évaluation de la dette locative comprennent les éléments suivants :

- Les paiements fixes, y compris les paiements fixes en substance ;
- Les paiements locatifs variables qui dépendent d'un indice ou d'un taux initialement évalué à l'aide de l'indice ou du taux à la date d'entrée en vigueur ;

La dette locative est réévaluée en cas de variation des loyers futurs résultant d'un changement d'indice ou de taux ou si le Groupe modifie son évaluation quant à l'opportunité d'exercer une option d'achat, de prolongation ou de résiliation.

Lorsque la dette locative est réévaluée, un ajustement est apporté à la valeur comptable de l'actif lié aux droits d'utilisation ou est comptabilisé en résultat si le montant de l'actif lié aux droits d'utilisation a été réduit à zéro.

Enfin, le Groupe a choisi de ne pas comptabiliser les actifs liés au droit d'utilisation et les dettes locatives pour les contrats à court terme, dont le bail a une durée inférieure ou égale à 12 mois, ainsi que les locations d'actifs de faible valeur (inférieure à 5 000 euros). Ces loyers sont comptabilisés en charges.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

EBITDA	2021-12	2020-12
En milliers d'euros		
Chiffre d'affaires	**101 856**	**89 214**
Autres produits de l'activité		
Achats de marchandises et variation de stocks	(33 718)	(50 705)
Charges de personnel	(24 757)	(20 243)
Charges externes	(23 912)	(19 829)
Impôts et taxes	(4 615)	(4 271)
Dotations et reprises aux amortissements	0	0
Dotations et reprises aux provisions	(209)	(1 059)
Variations des stocks de produits en cours et de produits finis	616	1 192
Autres produits d'exploitation	39 981	58 625
Autres charges d'exploitation	(108)	(1 247)
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence	32	(2 922)
EBITDA	**55 165**	**48 755**
Variations nettes des amortissements sur immobilisations	(41 784)	(33 200)
Variation de la juste valeur des titres non consolidés		
Autres produits et charges opérationnels	(1 494)	5 440
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence [dans le prolongement de l'activité du Groupe]	**11 887**	**20 996**

L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant diminué des variations de juste valeur des titres non consolidés, des dotations et reprises sur amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des autres produits et charges opérationnels non courants.

NOTE 2 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

VALOREM détient le pouvoir sur l'entité émettrice permettant d'intégrer les sociétés en intégration globale : l'ensemble des contrats relatifs au développement, à la construction, à l'exploitation et à la gestion sont contractualisés avec VALOREM.

En pratique, seule VALOREM a une expérience du secteur des énergies renouvelables. Le Groupe a la charge de la gestion quotidienne des opérations de la société, au travers du contrat d'exploitation et de gestion administrative et commerciale.

Les sociétés sont incluses dans le périmètre de consolidation lorsque le financement a été effectué ou lorsque des salariés sont présents.

Les sociétés consolidées et mises en équivalence au sein du le périmètre de consolidation sont les suivantes :

			2021-12		2020-12	
Code	Nom	SIREN	Taux d'intérêt	Méthode de consolidation	Taux d'intérêt	Méthode de consolidation
E01	**VALOREM**	**395 388 739**	**100%**	**Mère**	**100%**	**Mère**
E02	OPTAREL	441 054 038	99,96%	IG	99,96%	IG
E05	VAL GREEN 2	483 457 800	100,00%	IG	100,00%	IG
E16	VALEMO	487 803 777	100,00%	IG	100,00%	IG
E18	SAINT POLYCARPE ENERGIES	491 799 003	100,00%	IG	100,00%	IG
E19	SAINT SALVAYRE ENERGIES	487 803 835	100,00%	IG	100,00%	IG
E21	VERAZA ENERGIES	491 802 484	100,00%	IG	100,00%	IG
E31	VAL GREEN	497 969 683	100,00%	IG	100,00%	IG
E32	VALREA	494 550 734	100,00%	IG	100,00%	IG
E37	AMOURES-BOUISSAC ENERGIES	501 419 600	100,00%	IG	100,00%	IG
E41	VALEOL	503 934 754	100,00%	IG	100,00%	IG
E45	AVRE ENERGIES	515 375 517	100,00%	IG	100,00%	IG
E127	SAINT AMANS ENERGIES	517 942 595	100,00%	IG	100,00%	IG
E55	Valorem PEE	523 787 711	100,00%	IG	100,00%	IG
E100	LHUITRE ENERGIES	487 802 266	16,66%	MEE	16,66%	MEE
E89	SOULANES ENERGIES	487 695 124	20,00%	MEE	20,00%	MEE
E93	SAINTE ROSE ENERGIES	531 817 567	65,00%	IG	65,00%	IG
E68	LES ROYEUX ENERGIES	751 093 725	50,00%	MEE	50,00%	MEE
E69	LE HAUT BOSQUET ENERGIES	751 091 075	50,00%	MEE	50,00%	MEE
E36	VALCARE	498 219 880	100,00%	IG		
E126	DAMPIERRE et MASSAY ENERGIES	513 072 587	100,00%	IG	100,00%	IG
E132	BOIS D'OLIVET ENERGIES	828 978 478	100,00%	IG	100,00%	IG
E76	BAALON ENERGIES	793 320 292	100,00%	IG	100,00%	IG
E90	VALOREM CARAÏBES	792 430 936	100,00%	IG	100,00%	IG
E103	VALDENOR	483 866 828	100,00%	IG	100,00%	IG
E113	LOUPDAT ENERGIES	524 091 469			50,00%	MEE
E122	PLUMIEUX ENERGIES	818 940 835	70,00%	IG	70,00%	IG
E124	CŒUR MEDOC ENERGIES	819 808 106	51,00%	MEE	51,00%	MEE
E131	RESSE ENERGIES	840 051 700	100,00%	IG	100,00%	IG
E145	HOMBLEUX ENERGIES	520 363 490	100,00%	IG	100,00%	IG
E163	SAINT SECONDIN	823 800 396	100,00%	IG		
E164	LA FIBAT	837 537 638	55,00%	IG		
E165	LONGUEUIL	909 796 997	100,00%	IG		
E168	VS ENERGIES	882 138 936	100,00%	IG		
E142	PONTENX LES FORGES ENERGIE	830 340 691	61,00%	IG	61,00%	IG
E44	EOLIENNES EN ACTION	512 170 432	100,00%	IG	100,00%	IG
E30	LA LIMOUZINIERE ENERGIES	494 943 715	38,00%	MEE	38,00%	MEE
E14	MEZZA ENERGIES	487 803 819	100,00%	IG	100,00%	IG
E109	VASCO ENERGIES	824 534 846	100,00%	IG	100,00%	IG
E08	DOSNON ENERGIES	487 805 020	100,00%	IG	100,00%	IG
E11	LA PLANCHE ENERGIES	484 739 743	100,00%	IG	100,00%	IG
E98	BEUVRAIGNES ENERGIES	481 793 701	100,00%	IG	100,00%	IG
E94	PAYS DE RETZ ENERGIES	482 866 076	100,00%	IG	100,00%	IG
E38	FERME EOLIENNE DE SMCC	480 108 828	100,00%	IG	100,00%	IG
E12	LAUCOURT ENERGIES	481 555 753	100,00%	IG	100,00%	IG
E20	SOR ENERGIES	487 761 397	100,00%	IG	100,00%	IG
E33	THIBIE ENERGIES	498 859 693	100,00%	IG	100,00%	IG
E03	CRIEL ENERGIES	452 536 881	100,00%	IG	100,00%	IG
E17	SAINT HILAIRE ENERGIES	487 803 587	100,00%	IG	100,00%	IG
E102	LA LUZETTE ENERGIES	517 981 908	65,00%	IG	65,00%	IG
E50	CORROY ENERGIES	519 029 474	100,00%	IG	100,00%	IG

			2021-12		2020-12	
Code	Nom	SIREN	Taux d'intérêt	Méthode de consolidation	Taux d'intérêt	Méthode de consolidation
E42	VALFIN	503 592 495	100,00%	IG	100,00%	IG
E111	MATKUSSAARI WIND FARM OY		100,00%	IG	100,00%	IG
E110	KALISTANNEVA WIND FARM OY		100,00%	IG	100,00%	IG
E166	VALFIN 2	849 234 471	100,00%	IG		
E167	HONKAMAKI WIND FARM OY		100,00%	IG		NI
E80	MEZZA 2	813 707 072	100,00%	IG	100,00%	IG
E04	AUNIS ENERGIES	481 793 149	100,00%	IG	100,00%	IG
E07	CHALEONS ENERGIES	487 802 159	100,00%	IG	100,00%	IG
E22	ALBINE ENERGIES	482 405 198	100,00%	IG	100,00%	IG
E46	SANTERRE ENERGIES	515 379 758	100,00%	IG	100,00%	IG
E29	TEILLAY ENERGIES	484 739 172	100,00%	IG	100,00%	IG
E79	ANGERVILLE ENERGIES	494 415 169	100,00%	IG	100,00%	IG
E86	PUY BACOT ENERGIES	524 095 635	100,00%	IG	100,00%	IG
E88	LES POINTES ENERGIES	503 450 462	100,00%	IG	100,00%	IG
E115	ABLAINCOURT ENERGIES	531 817 427	100,00%	IG	100,00%	IG
E144	BRACH ENERGIES	524 091 725	100,00%	IG	100,00%	IG
E99	TERRES FROIDES ENERGIES	487 803 728	100,00%	IG	100,00%	IG
E35	AZERABLES ENERGIES	498 219 526	100,00%	IG	100,00%	IG
E34	SAINT SEBASTIEN ENERGIES	498 225 507	100,00%	IG	100,00%	IG
E125	MEZZA 4	839 844 123	100,00%	IG	100,00%	IG
E128	ALZONNE ENERGIES	789 244 399	98,87%	IG	98,87%	IG
E107	BILLOM ENERGIES	524 093 069	100,00%	IG	100,00%	IG
E135	CAMIAC ENERGIES	524 100 401	100,00%	IG	100,00%	IG
E116	NOE ENERGIES	789 243 409	100,00%	IG	100,00%	IG
E119	LASSICOURT ENERGIES	822 729 737	83,00%	IG	83,00%	IG
E129	MEZIERES	823 713 920	100,00%	IG	100,00%	IG
E140	MEZZA 5	850 245 218	85,00%	IG	85,00%	IG
E138	HOLD CO FHA 1	851 541 391	85,00%	IG	85,00%	IG
E143	FORCE HYDRAULIQUE ANTILLAISE	429 346 463	85,00%	IG	85,00%	IG
E141	MONTBARTIER ENERGIES	823 854 005	58,00%	IG	100,00%	IG
E146	SAINT PERE EN RETZ	214 401 879	100,00%	IG	100,00%	IG
E147	MAILLOL ENERGIES	829 738 913	58,00%	IG	100,00%	IG
E152	MEZZA 6	850 482 399	100,00%	IG	100,00%	IG
E153	PINVERT	823 855 978	100,00%	IG	100,00%	IG
E130	MEZOS ENERGIES	823 719 961	100,00%	IG	100,00%	IG
E154	LA POUYERE	830 375 622	100,00%	IG	100,00%	IG
E155	LA TOUR BLANCHE	832 282 479	100,00%	IG	100,00%	IG
E156	SAINT MARCEL	818 006 215	58,00%	IG	100,00%	IG
E161	VALOREM ENERGIES FINLAND		100,00%	IG	100,00%	IG
E162	REN VALOREM HELLAS		100,00%	IG	100,00%	IG
E58	TÔTES ENERGIES	524 096 880	100,00%	IG	100,00%	IG

IG : Intégration Globale
MEE : Mise en Equivalence
NI : Non Intégrée

NOTE 3 –EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

3.1.1 Poursuite de la croissance du portefeuille et du parc en exploitation

Le Groupe détient 548 MW bruts en opération ou en construction à fin 2021.

En 2021, le Groupe a mis en service 14 nouveaux parcs pour un total de 104 MW et financé 3 nouveaux projets pour 33 MW.

Le Groupe VALOREM a également fait croître significativement son portefeuille en développement qui s'élève à 5 GW à fin 2021 (4,4 GW à fin 2020) dont 2,1 GW hors de France.

Pour financer sa croissance, le Groupe VALOREM a réalisé le 15 Décembre 2021 une augmentation de capital d'un montant global de 27,3 Millions d'euros (1 million d'euro en capital et 26,2 millions d'euros en primes liées au capital) souscrite par ses actionnaires institutionnels historiques (3i Infrastructure plc , BpiFrance Investissement, GSO Capital, IRDI/SORIDEC, CAAE).

3.1.2 Financement participatif

Pionnier de l'éolien en France, le Groupe VALOREM accompagne les territoires dans la valorisation de leur potentiel en énergies renouvelables depuis plus de 27 ans. En 2012, l'opérateur en énergies vertes a été le précurseur d'un modèle inédit dans le secteur : redistribuer les richesses de ses projets aux riverains via l'investissement participatif. Dans ce contexte, le Groupe VALOREM a annoncé en mars 2021 la création d'un portail dédié à ses levées de fonds « Mon Parc VALOREM », hébergé sur la plateforme leader du secteur : Lendosphère. A fin 2021, le Groupe a réussi plus de 72 levées de fonds auprès de 5 100 prêteurs pour un montant cumulé de 17,8 M€.

3.1.3 Evolution de l'équipe dirigeante

Le Groupe VALOREM a vu en 2021 évoluer sa gouvernance avec le départ du Directeur Général Frédéric Lanoë et l'arrivée de son successeur Philippe Tavernier.

3.1.4 Incidences de la crise sanitaire

Dans le cadre de la pandémie de la COVID-19, le Groupe a réussi à préserver la santé de ses collaborateurs tout en poursuivant son activité.

Du côté de l'exploitation, la pandémie n'a pas eu d'impact car le Groupe n'est pas soumis au risque marchant. Le Groupe a su ainsi montrer la résilience de son business model dans un contexte de fort ralentissement économique.

3.1.5 – Non-respect de covenant bancaires

Au 31 décembre 2021, 1 actif financier du Groupe ne respecte pas le ratio minimum de couverture du service de la dette. En conséquence le Groupe a reclassé en 'Financement courant l'intégralité de la dette restante due à hauteur de 2,3 M€. Ce cas de défaut a été remédié après la clôture via une injection de fonds propres.

3.1.6 – Entrées dans le périmètre de consolidation

Les sociétés suivantes sont entrées dans le périmètre de consolidation sur l'exercice 2021 du fait du niveau de maturité des projets correspondants et de leurs dettes respectives qui ont été levées : Saint Secondin, La Fibat, Longueil, Valfin 2 et Vs Energies. Valcare a également intégré le périmètre ainsi que Honkamaki au travers de Valfin 2.

3.1.7 – Sorties du périmètre de consolidation

En 2021, Loupdat a été déconsolidée.

3.1.8 – Cessions de filiales non consolidées

Au cours de l'exercice, le Groupe Valorem a cédé le projet éolien de Garonne et Canal (21 MW) générant 1,8 million de chiffre d'affaires de développement ainsi que 5,7 millions de plus-value nette de frais de cession présentée en chiffre d'affaires.

De plus, le Groupe a cédé le parc solaire de Montréal de 5 MW générant 1,2 million de chiffre d'affaires de développement.

3.1.9 – Suivi du redressement fiscal

Concernant la vérification de comptabilité effectuée en 2018, VALOREM a contesté le redressement et les discussions avec l'administration ont permis d'aboutir à un accord quant à un quantum de provision déductible en 2019.

Dans ce contexte, une provision pour impôt avait été dotée pour un montant de 5,2 M€ en 2019, venant compléter la provision dotée en 2018 à hauteur de 4,7 M€ pour tenir compte de l'impact estimé sur les années 2017 et 2018. Elle permettait de couvrir les conséquences financières du contrôle fiscal notamment en termes de pénalités (858 K€) et intérêts de retard (67 K€).

Au 31 décembre 2020, la provision avait été reprise à hauteur de 2,5 M€ suite à l'avis de mise en recouvrement reçu début 2021 au niveau du groupe fiscal. Elle tenait compte des dégrèvements d'IS au titre des exercices 2016 et 2019. Ainsi, la provision totale ressortait à 7,4 M€.

Le contrôle fiscal s'est achevé en juin 2021 : la provision a été reprise intégralement et la somme due a été constatée en dettes. Un échéancier de paiement a été mis en place s'étalant de juin 2021 à décembre 2022.

Au 31 décembre 2021 ; le solde restant à régler s'élève à 3,7 M€.

3.1.10 – Changements de méthode de consolidation

Au 31 décembre 2021, aucun changement de méthode de consolidation n'a été réalisé.

NOTES ANNEXES AUX POSTES DE L'ACTIF

NOTE 4 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL

Variation des immobilisations incorporelles au 31 décembre 2021

Variations des valeurs brutes	2020-12	Acquisition	Diminution	Entrée de périmètre	Sortie de périmètre	Autres	2021-12
En milliers d'euros							
Frais de recherche et développement	1 675	-	-		-	-	1 675
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	2 056	189	-	-	-	341	2 586
Immobilisations incorporelles en cours	2 796	456	(4)	-	-	(150)	3 098
Autres immobilisations incorporelles	225	-	-	-	-	-	225
Total valeurs brutes	**6 751**	**645**	**(4)**	**-**	**-**	**191**	**7 583**

Variations des amortissements	2020-12	Acquisition	Diminution	Entrée de périmètre	Sortie de périmètre	Autres	2021-12
En milliers d'euros							
Amortissements des frais de développement	(616)	(335)	-	-	-	-	(951)
Amortissements concessions, brevets & droits similaires	(1 904)	(282)	-	-	-	-	(2 186)
Dépréciations des immos incorp en cours	(224)	-	64	-	-	-	(160)
Amortissements des autres immos incorp.	(20)	-	-	-	-	-	(20)
Total dépréciations et amortissements	**(2 764)**	**(617)**	**64**	**0**	**0**	**0**	**(3 317)**
Immobilisations incorporelles	**3 987**	**28**	**60**	**0**	**0**	**191**	**4 266**

Variations des valeurs brutes	2019-12	Acquisition	Diminution	Entrée de périmètre	Sortie de périmètre	Autres	2020-12
En milliers d'euros							
Frais de recherche et développement	1 675	-	-	-	-	-	1 675
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	1 909	147	-	-	-	-	2 056
Immobilisations incorporelles en cours	2 193	603	-	-	-	-	2 796
Autres immobilisations incorporelles	225	-	-	-	-	-	225
Total valeurs brutes	**6 002**	**749**	**-**	**-**	**-**	**-**	**6 751**

Variations des amortissements	2019-12	Acquisition	Diminution	Entrée de périmètre	Sortie de périmètre	Autres	2020-12
En milliers d'euros							
Amortissements des frais de développement	(281)	(335)	-	-	-	-	(616)
Amortissements concessions, brevets & droits similaires	(1 802)	(102)	-	-	-	-	(1 904)
Dépréciations des immos incorp en cours	(245)	(71)	-	-	-	92	(224)
Amortissements des autres immos incorp.	(11)	(9)	-	-	-	-	(20)
Total dépréciations et amortissements	**(2 338)**	**(518)**	**0**	**0**	**0**	**92**	**(2 764)**
Immobilisations incorporelles	**3 663**	**232**	**0**	**0**	**0**	**92**	**3 987**

Variations des goodwills	2020-12	Entrée de périmètre	Sortie de périmètre	Autres	2021-12
En milliers d'euros					
Goodwill	6 212	-	-	(6 212)	-
Total valeurs brutes	**6 212**	**-**	**-**	**(6 212)**	**-**

Le mouvement en colonne « Autres » affectant le poste de goodwill est la conséquence du traitement en achats d'actifs de la prise de contrôle de FHA décrite au paragraphe 1.1.4.

NOTE 5 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Variation des immobilisations corporelles au 31 décembre 2021

Variations des valeurs brutes	2020-12	Acquisitions	Cessions	Nouveaux contrats	Fin de contrat	Entrée de périmètre	Sortie de périmètre	Autres	2021-12
En milliers d'euros									
Terrains	201	994	-	-	-	-	-	-	1 195
Constructions	29 939	-	-	-	-	-	-	3 603	33 542
Installations techniques, matériel & outillage	566 286	(0)	(26)	-	-	-	-	128 796	694 501
Autres immobilisations corporelles	74 351	689	(354)	-	-	-	-	10 904	86 144
Immobilisations corporelles en cours	125 298	57 784	(1 146)	-	-	(120)	-	(135 847)	45 970
Avances et acomptes s/immo. corp.	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits d'utilisation	46 853	-	-	9 295	(384)	-	-	-	55 764
Total valeurs brutes	**842 928**	**59 467**	**(1 526)**	**9 295**	**(384)**	**(120)**	**0**	**7 456**	**917 115**

Variations des amortissements	2020-12	Dotation	Reprise	Nouveaux contrats	Fin de contrat	Entrée de périmètre	Sortie de périmètre	Autres	2021-12
En milliers d'euros									
Amortissement sur agencements et aménagements de terrains	-	-	-		-	-	-	-	-
Amortissements des constructions	(7 795)	(1 531)	-		-	-	-	-	(9 327)
Amortissements install tech. matériel & outil.	(88 119)	(32 464)	24		-	-	-	-	(120 559)
Amortissements des autres immobilisations corp.	(14 572)	(3 909)	329		-	-	-	-	(18 152)
Dépréciations sur terrains	-	-	-		-	-	-	-	-
Dépréciations des immobilisations corp. en cours	(3 797)	(95)	-		-	120	-	(598)	(4 370)
Dépréciations avances et acomptes s/immo. corp.	-	-	-		-	-	-	-	-
Amortissements sur droits d'utilisation	(11 480)	(3 213)	-	-	384	-	-	-	(14 310)
Total amortissements	**(125 764)**	**(41 213)**	**353**	**0**	**384**	**120**	**0**	**(598)**	**(166 718)**

Immobilisations corporelles	**717 164**	**18 253**	**(1 173)**		**0**	**0**	**0**	**6 858**	**750 397**

Variations des valeurs brutes	2019-12	Acquisitions	Cessions	Nouveaux contrats	Fin de contrat	Entrée de périmètre	Sortie de périmètre	Autres	2020-12
En milliers d'euros									
Terrains	187	-	-	-	-	14	-	-	201
Constructions	27 101	-	-	-	-	117	-	2 720	29 939
Installations techniques, matériel & outillage	421 036	35	(621)	-	-	78 066	-	67 770	566 286
Autres immobilisations corporelles	58 758	170	(11)	-	-	50	-	15 384	74 351
Immobilisations corporelles en cours	119 076	93 013	(30)	-	-	57		(86 818)	125 298
Avances et acomptes s/immo. corp.	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits d'utilisation	34 976	-	-	9 573	(1 550)	3 854	-	-	46 853
Total valeurs brutes	**661 134**	**93 217**	**(662)**	**9 573**	**(1 550)**	**82 158**	**0**	**(943)**	**842 928**

Variations des amortissements	2019-12	Dotation	Reprise	Nouveaux contrats	Fin de contrat	Entrée de périmètre	Sortie de périmètre	Autres	2020-12
En milliers d'euros									
Amortissement sur agencements et aménagements de terrains	-	-	-		-	-	-	-	-
Amortissements des constructions	(6 322)	(1 356)	-		-	(117)	-	-	(7 795)
Amortissements install tech. matériel & outil.	(46 105)	(25 544)	362		-	(16 834)	-	-	(88 119)
Amortissements des autres immobilisations corp.	(11 318)	(3 215)	10		-	(49)	-	-	(14 572)
Dépréciations sur terrains	-	-	-		-	-	-	-	-
Dépréciations des immobilisations corp. en cours	(1 992)	(728)			-	-	-	(1 077)	(3 797)
Dépréciations avances et acomptes s/immo. corp.	-	-	-		-	-	-	-	-
Amortissements sur droits d'utilisation	(7 229)	(2 637)	-			(3 023)	-	-	(11 480)
Total amortissements	**(72 966)**	**(33 480)**	**373**		**347**	**(20 023)**	**0**	**(1 077)**	**(125 764)**
Immobilisations corporelles	**588 168**	**59 737**	**(290)**		**0**	**62 136**	**0**	**(2 020)**	**717 164**

Les mouvements présentés en colonne « Autres » correspondent principalement :

- Aux transferts faisant suite aux mises en service des parcs précédemment en « immobilisations corporelles en cours » vers « constructions », « installations techniques, matériel et outillage » ou « autres immobilisations corporelles »,
- À l'ajustement de juste valeur des actifs du sous-groupe FHA pour 7 307 K€, conséquence du traitement de la prise de contrôle décrit au paragraphe 1.1.4. Conformément à la norme IAS 36 « dépréciation d'actifs », et compte tenu de l'identification d'un indice de perte de valeur (niveau des performances d'exploitation en 2020 et 2021) le Groupe a mis en œuvre un test de dépréciation sur les actifs du sous-groupe FHA. Ce test a conduit à obtenir une valeur recouvrable (déterminée sur la base de flux futurs de trésorerie actualisés) supérieure à la valeur comptable et donc à l'absence de comptabilisation d'une dépréciation.

Variation des droits d'utilisation au 31 décembre 2021

Variations des valeurs brutes des droits d'utilisations	2020-12	Acquisitions	Cessions	Nouveaux contrats	Fin de contrat	Entrée de périmètre	Sortie de périmètre	Autres	2021-12
En milliers d'euros									
Droits d'utilisations éoliens et photovoltaïques	41 830	-	-	3 022	-	-	-	-	44 851
Droits d'utilisation des locations immobilières	3 916	-	-	6 273	(193)	-	-	-	9 996
Droits d'utilisation des métériels informatiques	635	-	-	-	-	-	-	-	635
Droits d'utilisation des matériels divers	473	-	-	-	(191)	-	-	-	281
Total valeurs brutes	**46 853**	**0**	**0**	**9 295**	**(384)**	**0**	**0**	**0**	**55 764**

Variations des amortissements des droits d'utilisations	2020-12	Dotation	Reprise	Nouveaux contrats	Fin de contrat	Entrée de périmètre	Sortie de périmètre	Autres	2021-12
En milliers d'euros									
Amortissements sur droits d'utilisations éoliens et photovoltaïques	(10 077)	(2 430)	-	-	-	-	-	-	(12 507)
Amortissements sur droits d'utilisation des locations immobilières	(867)	(557)	-	-	193	-	-	-	(1 232)
Amortissements sur droits d'utilisation des métériels informatiques	(296)	(127)	-		-	-	-	-	(423)
Amortissements sur droits d'utilisation des matériels divers	(240)	(99)	-		191	-	-	-	(148)
Total amortissements	**(11 480)**	**(3 213)**	**0**	**0**	**384**	**0**	**0**	**0**	**(14 310)**
Droits d'utilisations	**35 373**	**(3 213)**	**0**	**9 295**	**0**	**0**	**0**	**0**	**41 454**

Variations des valeurs brutes des droits d'utilisations	2019-12	Acquisitions	Cessions	Nouveaux contrats	Fin de contrat	Entrée de périmètre	Sortie de périmètre	Autres	2020-12
En milliers d'euros									
Droits d'utilisations éoliens et photovoltaïques	31 453	-	-	6 885	-	3 492	-	-	41 830
Droits d'utilisation des locations immobilières	2 275	-	(56)	2 495	(1 161)	363	-	-	3 916
Droits d'utilisation des métériels informatiques	918	-	-	-	(283)	-	-	-	635
Droits d'utilisation des matériels divers	331	-	-	193	(51)	-	-	-	473
Total valeurs brutes	**34 976**	**0**	**(56)**	**9 573**	**(1 494)**	**3 854**	**0**	**0**	**46 853**

Variations des amortissements des droits d'utilisations	2019-12	Dotation	Reprise	Nouveaux contrats	Fin de contrat	Entrée de périmètre	Sortie de périmètre	Autres	2020-12
En milliers d'euros									
Amortissements sur droits d'utilisations éoliens et photovoltaïques	(5 387)	(1 856)	-	(113)	-	(2 721)	-	-	(10 077)
Amortissements sur droits d'utilisation des locations immobilières	(1 243)	(511)	-	(27)	1 216	(302)	-	-	(867)
Amortissements sur droits d'utilisation des métériels informatiques	(408)	(171)	-		283	-	-	-	(296)
Amortissements sur droits d'utilisation des matériels divers	(191)	(100)	-		51,139	-	-	-	(240)
Total amortissements	**(7 229)**	**(2 637)**	**0**	**(141)**	**1 550**	**(3 023)**	**0**	**0**	**(11 480)**
Droits d'utilisations	**27 747**	**(2 637)**	**(56)**	**9 432**	**55**	**831**	**0**	**0**	**35 373**

NOTE 6 – TITRES MIS EN EQUIVALENCE

IDENTIFICATION DES TITRES MIS EN EQUIVALENCE AU 31.12.2021	Valeur nette d'équivalence des titres	Résultat de l'exercice
En milliers d'euros		
LA LIMOUZINIERE ENERGIES	0	54
LES ROYEUX	0	(3)
LE HAUT BOSQUET	0	(3)
SOULANES ENERGIES	1 836	144
LHUITRE ENERGIES	1 202	92
LOUPDAT	0	(229)
CŒUR MEDOC	0	(24)
Total	**3 038**	**32**

Poste	LA LIMOUZINIERE ENERGIES	SOULANES ENERGIES	LHUITRE ENERGIES
En milliers d'euros			
Actif non courant	4 088	18 800	10 222
Actif courant	470	1 882	2 528
Total actif	**4 559**	**20 681**	**12 750**
Capitaux propres	(1 898)	9 180	7 216
Passif non courant	4 036	9 783	5 231
Passif courant	2 420	1 719	303
Total passif	**4 559**	**20 681**	**12 750**
Chiffre d'affaires	**1 114**	**3 308**	**2 698**
Résultat net	**143**	**719**	**554**

Des passifs ont été comptabilisés dans le poste 'Provisions' au titre de l'obligation du Groupe de financer les pertes des entreprises associées (La Limouzinière Energies) à hauteur de 862 K€ au 31/12/2021.

IDENTIFICATION DES TITRES MIS EN EQUIVALENCE AU 31.12.2020	Valeur nette d'équivalence des titres	Résultat de l'exercice
En milliers d'euros		
LA LIMOUZINIERE ENERGIES	0	95
LES ROYEUX	0	(2)
LE HAUT BOSQUET	0	(2)
SOULANES ENERGIES	1 315	136
LHUITRE ENERGIES	1 159	132
LOUPDAT ENERGIES	0	(6)
CŒUR MEDOC	0	(24)
VOYRINKANGAS	0	0
SAUNAMAA	0	(0)
SOUS GROUPE FHA	(0)	(3 250)
HOLD CO FHA 1	0	(2 154)
HOLD CO FHA 2	0	(948)
MEZZA 5	0	1 603
FORCE HYDRAULIQUE ANTILLAISE	(0)	(1 752)
Total	**2 474**	**(2 922)**

Poste	LA LIMOUZINIERE ENERGIES	SOULANES ENERGIES	LHUITRE ENERGIES	FORCE HYDRAULIQUE ANTILLAISE
En milliers d'euros				
Actif non courant	4 626	20 126	11 462	
Actif courant	839	2 947	2 481	
Total actif	**5 464**	**23 073**	**13 944**	**0**
Capitaux propres	(2 040)	9 669	6 958	
Passif non courant	5 400	10 615	5 404	
Passif courant	2 104	2 790	1 581	
Total passif	**5 464**	**23 073**	**13 944**	**0**
Chiffre d'affaires	**1 316**	**3 594**	**3 064**	**4 356**
Résultat net	**251**	**678**	**792**	**(3 435)**

NOTE 7 – ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Variation des actifs financiers non courants au 31 décembre 2021

Variation des actifs financiers non courants	2020-12	Augmentation	Diminution	Entrée de périmètre	Sortie de périmètre	Réévaluation	Reclassement	Autres	2021-12
En milliers d'euros									
Titres de participation	3 874	75	(192)	1		-	-	-	3 758
Prêts aux entreprises non consolidées	15 163	2 927	(0)	-	-	-	-	-	18 090
Actifs financiers dérivés non courants	-	-	-	-	-	7 871	-	203	8 074
Dépôts et cautionnements versés	617	1 145	(3)	-	-	-	-	-	1 759
Actifs financiers non dérivés non courants	3 266	3 548	(2 701)	-	-	-	262	-	4 375
Total valeurs brutes	**22 920**	**7 695**	**(2 895)**	**1**	**0**	**7 871**	**262**	**203**	**36 056**

Variations des dépréciations	2020-12	Dotations	Reprises	Entrée de périmètre	Sortie de périmètre	Réévaluation	Reclassement		2021-12
En milliers d'euros									
Dépréciations des titres de participations	(2 103)	(449)	477	-	-	-	-	-	(2 074)
Dépréciations des prêts aux entreprises non consolidées	(7 645)	(771)	3 986	-	(186)	-	-	-	(4 616)
Total amortissements	**(9 748)**	**(1 220)**	**4 463**	**0**	**(186)**	**0**	**-**	**-**	**(6 690)**
Actifs financiers non courants	**13 171**	**6 476**	**1 568**	**1**	**(186)**	**7 871**	**262**	**203**	**29 366**

Variation des actifs financiers non courants	2019-12	Augmentation	Diminution	Entrée de périmètre	Sortie de périmètre	Réévaluation	Reclassement	2020-12
En milliers d'euros								
Titres de participation	3 926	732	(79)	(704)		-	-	3 874
Prêts aux entreprises non consolidées	24 217	757	(9 811)	-	-	-	-	15 163
Actifs financiers dérivés non courants	695	-	-	-		(695)	-	-
Dépôts et cautionnements versés	3 889	87	(3 359)	-	0	-	-	617
Actifs financiers non dérivés non courants	3 909	1 435	(1 991)	-	-	-	(87)	3 266
Total valeurs brutes	**36 627**	**3 018**	**(15 240)**	**(704)**	**0**	**(695)**	**(87)**	**22 920**

Variations des dépréciations	2019-12	Dotations	Reprises	Entrée de périmètre	Sortie de périmètre	Reprises	Reclassement	2020-12
En milliers d'euros								
Dépréciations des titres de participations	(1 671)	(2 103)	1 671	-	-	-	-	(2 103)
Dépréciations des prêts aux entreprises non consolidées	(7 774)	(7 831)	7 959	-	-	-	-	(7 645)
Total amortissements	**(9 445)**	**(9 934)**	**9 630**	**0**	**0**	**0**	**-**	**(9 748)**
Actifs financiers non courants	**27 183**	**(6 915)**	**(5 609)**	**(704)**	**0**	**(695)**	**(87)**	**13 171**

Les informations sur les Actifs financiers dérivés figurent en note 27

NOTE 8 – STOCKS ET EN-COURS

Présentation des stocks et en-cours au 31 décembre 2021

STOCKS ET EN-COURS	2021-12			2020-12		
En milliers d'euros	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	43	(9)	34	42	(8)	35
Stocks en cours	3 980	39	4 019	3 295	34	3 328
Stocks - pdts finis et intermédiaires	47	(20)	27	54	(18)	37
Total stocks et en-cours	**4 070**	**10**	**4 080**	**3 391**	**8**	**3 399**

NOTE 9 –CLIENTS ET COMPTES RATTACHES, AUTRES ACTIFS COURANTS ET NON COURANTS

Présentation des clients, comptes rattachés et autres actifs courants et non courants au 31 décembre 2021

CREANCES D'EXPLOITATION	2021-12			2020-12
En milliers d'euros	Brut	Dépréciation	Net	Net
Clients et comptes rattachés - part < 1 an	35 786	(2 094)	33 692	21 320
Clients et comptes rattachés - part < 1 an	**35 786**	**(2 094)**	**33 692**	**21 320**
Créances sur personnel & org. Sociaux	57	-	57	89
Créances fiscales hors IS	21 468	-	21 468	33 884
Etat, Impôt sur les bénéfices	1 234	-	1 234	93
Comptes courants - actif	1 158	-	1 158	3 115
Autres créances	3 474	-	3 474	2 558
Charges constatées d'avance	1 239	-	1 239	1 181
Autres actifs courants	**28 632**	**-**	**28 632**	**40 922**
Autres créances non courantes	1 304	-	1 304	4
Autres actifs courants et non courants	**65 722**	**(2 094)**	**63 627**	**62 246**

Les comptes courants actifs correspondent principalement aux avances de fonds aux sociétés mises en équivalence et non consolidées.

Echéancier des créances d'exploitation

CREANCES D'EXPLOITATION	2021-12	< N+1	de N+2 à N+5	> N+5
En milliers d'euros				
Clients et comptes rattachés - part < 1 an	33 692	33 692		
Clients et comptes rattachés - part < 1 an	**33 692**	**33 692**		
Créances sur personnel & org. Sociaux	57	57		
Créances fiscales hors IS	21 468	21 468		
Etat, Impôt sur les bénéfices	1 234	1 234		
Comptes courants - actif	1 158	1 158		
Autres créances	3 476	3 476		
Charges constatées d'avance	1 239	1 239		
Autres actifs courants	**28 632**	**28 632**		
Autres créances non courantes	1 304		1 304	
Autres actifs courants et non courants	**63 627**	**63 627**		

Ancienneté des créances clients

En milliers d'euros	Valeur comptables à la clôture	Non échus	Echus à la clôtures (en jours)					Total échus
			<30	31-90	90-180	180-360	>360	
Au 31.12.2020								
Clients et comptes rattachés	**23 414**	**6 137**	**10 274**	**2 224**	**790**	**1 050**	**2 940**	**17 277**
Au 31.12.2021								
Client et comptes rattachés	**35 786**	**8 611**	**23 405**	**51**	**541**	**138**	**3 041**	**27 176**

NOTE 10 – TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Présentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie :

DISPONIBILITES	2021-12	2020-12	2019-12
En milliers d'euros			
VMP - Equivalents de trésorerie	28 474	20 472	300
Disponibilités	90 429	93 943	28 818
Intérêts courus non échus s/ dispo.	-	-	-
Trésorerie active	**118 903**	**114 415**	**29 118**
Concours bancaires (trésorerie passive)	37	-	101
Trésorerie passive	**37**	**0**	**101**
Trésorerie nette	**118 866**	**114 415**	**29 017**

Les équivalents de trésorerie correspondent essentiellement à des placements à court terme ayant une forte liquidité.

NOTES ANNEXES AUX POSTES DU PASSIF

NOTE 11 – CAPITAUX PROPRES

Les mouvements affectant les capitaux propres du groupe Valorem au cours des exercices 2020 et 2021 sont détaillés dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

Au 31 décembre 2020, le capital social était composé de 17 302 titres d'une valeur nominale de 488 euros soit un total de 8 443 376 euros.

Au 31 décembre 2021, le capital social était composé de 1 908 006 titres d'une valeur nominale de 5 euros soit un total de 9 540 030 euros.

NOTE 12 – PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE

Le Groupe a consenti à des tiers détenant des participations ne donnant pas le contrôle dans certaines sociétés consolidées, des options de vente sur tout ou partie de leur participation dans ces sociétés. Une dette financière a ainsi été constatée pour un montant correspondant à la valeur actuelle du prix d'exercice de l'option. Ces participations ne donnant pas le contrôle sont incluses dans les autres financements non courants du bilan.

Variations de la période	**2 021**	**2 020**
En milliers d'euros		
Au 1er janvier	1 701	1 623
Nouvelles options comptabilisées		
Exercices d'options		
Variation de la valeur actuelle des options	-	77
Au 31 décembre	**1 701**	**1 701**

IDENTIFICATION DES PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE AU 31.12.2021	Réserves attribuées aux participations ne donnant pas le contrôle	Résultat de l'exercice attribué aux participations ne donnant pas le contrôle
En milliers d'euros		
SAINTE ROSE	3 551	611
LA LUZETTE ENERGIES	1 541	181
MEZZA 5	734	(68)
FHA 1	(1 055)	(150)
Autres	2 153	(270)
Total	**6 924**	**304**

Poste	SAINTE ROSE ENERGIES	FHA 1	LA LUZETTE ENERGIES
En milliers d'euros			
Actif non courant	57 536	(7 038)	3 557
Actif courant	2 411	(8 145)	3 457
Total actif	**59 946**	**(15 183)**	**7 013**
Capitaux propres	11 360	(8 404)	4 920
Passif non courant	43 133	44 139	1 271
Passif courant	5 454	4 170	823
Total passif	**59 946**	**39 905**	**7 013**
Chiffre d'affaires	**7 301**		**3 191**
Résultat net	**790**	**335**	**335**

IDENTIFICATION DES PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE AU 31.12.2020	Réserves attribuées aux participations ne donnant pas le contrôle	Résultat de l'exercice attribué aux participations ne donnant pas le contrôle
En milliers d'euros		
SAINTE ROSE	3 149	567
LA LUZETTE ENERGIES	1 514	181
FHA 1	(1 224)	0
Autres	389	(320)
Total	**3 828**	**429**

Poste	SAINTE ROSE ENERGIES	FHA 1	LA LUZETTE ENERGIES
En milliers d'euros			
Actif non courant	59 688	53 170	3 483
Actif courant	1 887	4 472	3 106
Total actif	**61 575**	**57 641**	**6 589**
Capitaux propres	9 340	(2 122)	2 470
Passif non courant	47 215	764	1 186
Passif courant	5 020	58 999	2 933
Total passif	**61 575**	**57 641**	**6 589**
Chiffre d'affaires	**6 200**		**3 427**
Résultat net	**1 621**		**518**

NOTE 13 – PROVISIONS

Variation des provisions

Provisions	2020-12	Dotations	Reprises	Entrée de périmètre	Sortie de périmètre	Autres	2021-12
En milliers d'euros							
Provisions pour démantèlement	6 742	-	-	-		1 642	8 384
Autres provisions pour charges	1 268	-	-	-	-	-	1 268
Provisions pour pensions et retraites	1 510	220	-	-	-	(80)	1 649
Provisions pour litiges	238	-	(136)	-	-	-	102
Provisions pour risques	1 327	207	-	-	-	(1)	1 533
Titres mis en équivalence	2 188	-	-	-	-	(1 326)	862
Sous total provisions non courantes	**13 273**	**426**	**(136)**	**-**	**-**	**235**	**13 798**
Provisions pour risques	0	220	-	-	-	(220)	0
Sous-total provisions courantes	**0**	**220**	**-**	**-**	**-**	**(220)**	**0**
Total provisions	**13 273**	**646**	**(136)**	**-**	**-**	**15**	**13 799**

Les provisions pour démantèlement correspondent aux coûts futurs estimés (tenant compte d'une actualisation financière) pour la remise en état des sites d'exploitation (éolien et photovoltaïque) qui seront à la charge du Groupe conformément à des dispositions légales ou contractuelles.

Il n'existe pas de litiges individuellement significatifs.

La colonne « Autres » correspond principalement à la quote-part négative des sociétés mises en équivalence, ainsi qu'aux nouvelles provisions pour démantèlement relatives aux nouveaux parcs.

Le détail des titres mis en équivalence est présenté en Note 6 – Titres mis en équivalence.

Provisions pour indemnités de fin de carrière

Mouvements des engagements de retraite	2021-12	2020-12
En milliers d'euros		
Ouverture de l'exercice	1 510	1 018
Coûts de l'engagement	220	148
Intérêts	-	8
Gains ou pertes actuariels	(80)	336
Clôture de l'exercice	**1 649**	**1 510**

Hypothèses retenues	2021-12	2020-12
Âge de départ à la retraite	62 ans	62 ans
Taux de charges sociales	40%	40%
Taux d'actualisation	0,98%	0,34%
Table de mortalité	INSEE 2021	INSEE 2019
Taux d'augmentation des salaires (inflation incluse)	1% à 2%	1% à 2%
Taux de rotation	Entre 0 et 8% selon l'âge	Entre 0 et 8% selon l'âge

NOTE 14 – DETTES FINANCIERES

Variation des dettes financières au 31 décembre 2021

		Cash		Non-Cash		
DETTES FINANCIERES	2020-12	Augmentation	Diminution	Nouveaux contrats	Autres	2021-12
En milliers d'euros						
Emprunts obligataires	52 478	-	-		(1 011)	51 467
Emprunts auprès des établiss. de crédit	605 199	23 265	-		(16 720)	611 744
Autres emprunts et dettes assimilées	6 633	1 269	(1 620)		378	6 660
Dettes locatives	30 515	-	(2 920)	8 107	(1 041)	34 660
Put sur minoritaires	1 701		-		-	1 701
Sous total emprunts et dettes financières non courants	**696 526**	**24 534**	**(4 540)**	**8 107**	**(18 395)**	**706 232**
Emprunts obligataires	610	-	(610)		610	610
Emprunts auprès des établiss. de crédit	59 444	46 077	(60 615)		17 644	62 550
Autres emprunts et dettes assimilées	677	1 984	(667)		(378)	1 617
Intérêts courus sur emprunts	547	477	(315)		-	709
Dettes locatives	2 367	-	-	-	1 041	3 408
Concours bancaires courants	91	-	-		(31)	59
Sous total emprunts et dettes financières courants	**63 735**	**48 538**	**(62 207)**	**-**	**18 886**	**68 953**
Total Emprunts et dettes financières	**760 261**	**73 072**	**(66 747)**	**8 107**	**491**	**775 184**

		Cash		Non-Cash				
DETTES FINANCIERES	2020-01	Augmentation	Diminution	Nouveaux contrats	Entrée de périmètre	Sortie de périmètre	Autres	2020-12
En milliers d'euros								
Emprunts obligataires	53 567	2 050	(2 529)		-	-	(610)	52 478
Emprunts auprès des établiss. de crédit	411 015	391 337	(232 275)		51 283	-	(16 161)	605 199
Autres emprunts et dettes assimilées	6 337	1 954	(244)		-	(255)	(1 161)	6 633
Dettes locatives	23 259	(0)	(2 155)	5 845	748	-	2 818	30 515
Put sur minoritaires	1 623	77	-		-	-	-	1 701
Sous total emprunts et dettes financières non courants	**495 802**	**395 419**	**(237 204)**	**5 845**	**52 032**	**(255)**	**(15 115)**	**696 526**
Emprunts obligataires	610	-	(610)		-	-	610	610
Emprunts auprès des établiss. de crédit	48 072	47 786	(47 375)		-	-	10 961	59 444
Autres emprunts et dettes assimilées	974	-	(1 057)		-	-	760	677
Intérêts courus sur emprunts	401	485	(376)		34	-	1	547
Dettes locatives	1 773	-	-	35	197	-	363	2 367
Concours bancaires courants	106	-	-		0	-	(15)	91
Sous total emprunts et dettes financières courants	**51 935**	**48 271**	**(49 418)**	**35**	**231**	**-**	**12 681**	**63 735**
Total Emprunts et dettes financières	**547 737**	**443 690**	**(286 622)**	**5 880**	**52 263**	**(255)**	**(2 434)**	**760 261**

Les dettes auprès des établissements de crédit concernent principalement les financements des parcs : ils ont généralement des maturités comprises entre 15 et 20 ans, et des taux variables.

Les emprunts obligataires sont principalement au niveau de la société Valorem et seront amortis entre 2025 et 2031.

En 2020, la colonne « Entrée de périmètre » correspondait au changement de méthode de consolidation de l'entité FHA1-IG (cf. Note -2 – Périmètre de consolidation).

Les augmentations de la période correspondent principalement à la levée de la dette pour les parcs en construction. Les diminutions correspondent aux remboursements des emprunts réalisés au cours de la période. Les mouvements présentés en colonne « Autres » correspondent principalement à des reclassements de courants à non courants.

Echéancier des dettes financières

ECHEANCIER DES DETTES FINANCIERES	2021-12	N+1	N+2 à N+5	> N+5
En milliers d'euros				
Emprunts obligataires	52 077	610	15 386	36 081
Emprunts auprès des établiss. de crédit	674 294	62 550	229 522	382 222
Autres emprunts et dettes assimilées	8 276	1 617	6 660	-
Intérêts courus sur emprunt	709	709	-	-
Dettes locatives	38 069	3 408	13 191	21 470
Put sur minoritaires	1 701			1 701
Concours bancaires courants	59	59	-	-
Dettes financières	**775 184**	**68 953**	**264 759**	**441 474**

Analyse des dettes par devise et par taux

DETTES FINANCIERES PAR DEVISE ET TAUX	2021-12	Taux fixe	Taux variable	Euros	Autres devises
En milliers d'euros					
Emprunts obligataires	52 077	52 077	-	52 077	-
Emprunts auprès des établiss. de crédit	674 294	-	674 294	674 294	-
Autres emprunts et dettes assimilées	8 276	8 276	-	8 276	-
Intérêts courus sur emprunt	709	-	709	709	-
Dettes locatives	38 069	38 069	-	38 069	-
Put sur minoritaires	1 701	1 701	-	1 701	-
Concours bancaires courants	59	59	-	59	-
Dettes financières	**775 184**	**100 181**	**675 003**	**775 184**	**-**

Les dettes à taux variables de 675 003 K€ sont couvertes à hauteur de 591 022 K€ par des swaps de taux.

NOTE 15 – FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES, AUTRES PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS

Présentation des dettes fournisseurs et comptes rattachés et des autres passifs courants et non courants au 31 décembre 2021

Fournisseurs et comptes rattachés, autres passifs courants et non courants	2021-12	2020-12
En milliers d'euros		
Fournisseurs	20 029	19 175
Fournisseurs et comptes rattachés	**20 029**	**19 175**
Dettes sociales	4 992	4 623
Dettes fiscales	22 444	30 523
Comptes courants - passif	4 325	5 903
Autres dettes / avoir clients	12 445	869
Produits constatés d'avance	(92)	154
Autres passifs courants	**44 114**	**42 072**
Autres dettes non courantes / subvention d'investissement	7 612	9 676
Autres passifs courants et non courants	**71 754**	**70 923**

Echéancier des dettes fournisseurs et comptes rattachés et des autres passifs courants

ECHEANCIER DES DETTES D'EXPLOITATION	2021-12	< N+1	N+2 à N+5	> N+5
En milliers d'euros				
Fournisseurs	20 029	20 029	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	**20 029**	**20 029**	**-**	**-**
Dettes sociales	4 992	4 992	-	-
Dettes fiscales	22 444	22 444	-	-
Comptes courants - passif	4 325	4 325	-	-
Autres dettes / avoir clients	12 445	12 445	-	-
Produits constatés d'avance	-92	(92)	-	-
Autres passifs courants	**44 114**	**44 114**	**0**	**0**
Autres dettes non courantes	7 612	-	7 612	-
Dettes d'exploitation	**71 754**	**64 143**	**7 612**	**0**

NOTE 16 – INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES

Risques de taux

Afin de se couvrir contre la variation des taux d'intérêt des emprunts souscrits dans le cadre du financement de ses centrales de production, le Groupe a recours à des swaps de taux. Au 31 décembre 2021, la comptabilité de couverture de flux de trésorerie est appliquée pour ces instruments financiers dérivés. Les flux d'intérêts relatifs à ces swaps de taux seront reconnus en résultat sur la durée des financements en liaison avec les charges d'intérêt de l'emprunt couvert.

Plusieurs emprunts ont fait l'objet d'une couverture par des instruments financiers de type SWAP de taux dont la juste valeur nette positive s'élève à 1 679 K€ au 31 décembre 2021 (contre une juste valeur nette négative de 20 323K€ au 31 décembre 2020) et dont la maturité est comprise entre 7 et 15 ans.

Le Groupe est exposé aux risques de marché par ses activités d'investissements. Cette exposition est principalement liée aux fluctuations des taux d'intérêts variables non hedgés de ses dettes projets.

Les couvertures sur le risque de taux d'intérêt sont effectuées au moyen d'instrument contractés de gré à gré, avec des contreparties de premier rang. Le Groupe contracte des instruments financiers afin de se couvrir sur ses dettes à taux variables, avec pour cible un minimum de 75% du nominal en alignant ces instruments dérivés sur les durées, les taux de référence, les périodes d'intérêt et les amortissements attendus des prêts qui font l'objet de ces couvertures.

La politique de gestion des risques du Groupe a pour objectif de limiter et de maîtriser les variations des taux d'intérêt et leurs répercussions sur le résultat et les flux de trésorerie futurs.

Le tableau ci-dessous synthétise l'exposition nette au risque de taux, avant et après opérations de couverture :

Au 31 décembre 2021	Passifs financiers avant couverture		Passifs financiers après couverture	
En milliers d'euros	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
Moins d'un an	6 160	62 792	50 388	18 565
De 1 an à 5 ans	30 141	234 617	134 906	129 852
Plus de 5 ans	61 015	380 458	447 059	(5 586)
Total	**97 317**	**677 868**	**632 353**	**142 832**

Analyse de sensibilité pour les instruments à taux variable :

En milliers d'euros

31 décembre 2021	Juste valeur	Ajustement de valeur Hausse de 1%	Ajustement de valeur Baisse de 1%
Swaps de taux d'intérêt	1 679	42 284	(44 656)
TOTAL	**1 679**	**42 284**	**(44 656)**

Risques de change

A ce jour, le Groupe n'est pas exposé à un risque de change sur les actifs en opération, ses actifs étant systématiquement financés dans la devise fonctionnelle.

Risques de contrepartie

Le Groupe contractualise avec de nombreux fournisseurs et sous-traitants, leur insolvabilité ne pourrait donc avoir de conséquences significatives sur l'activité.

Concernant les contrats de vente d'électricité, le Groupe considère que le risque de contrepartie lié aux comptes clients est non significatif au regard de la qualité des signataires de ces contrats.

Enfin, le Groupe place ses disponibilités, quasi-disponibilités et conclut des contrats de taux d'intérêt auprès d'institutions financières de premier rang.

Risques de liquidité

La position de liquidité se décompose comme suit :

Liquidité disponible	2021-12	2020-12
En milliers d'euros		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	118 903	114 415
Autorisations de découverts disponibles	25 000	25 000
Total	**143 903**	**139 415**

NOTE 17 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

17.1 - Engagements donnés

La société Valorem s'est également portée garante auprès de plusieurs sociétés du groupe et vis-à-vis de différents tiers au titre de crédits complémentaires ou de contrats de fournitures pour un montant total de 19 608 K€.

La société Valorem s'est portée caution de Valrea au profit de différents tiers (ArcelorMittal, Sungrow, Zimmermann Solar et ZURICH) pour un montant total de 11 676 K€.

La société Valorem a nanti des titres et / ou des comptes courants (Tôtes, Hombleux, Baalon, Saint Marcel, Montbartier, Maillol et Mezza 6) envers la Société Générale, Natixis Energeco, BPCE, ING, Banque postale, BPI, CAA pour un montant total de 164 462 K€.

La société Mezza a nanti des titres Vasco ainsi que des créances au titre de la convention de prêt d'associé (entre Mezza et Vasco) vis-à-vis d'AUXIFIP. De son coté, Vasco a nanti des titres concernant toutes les SPV détenues envers la banque postale, SMBC et AUXIFIP pour un montant total de 180 000 K€.

Diverses sociétés ont nanti des créances professionnelles et du matériel vis-à-vis de plusieurs banques pour un montant total de 237 311 K€.

Les sociétés Lassicourt, Resse, Noe, Camiac, Alzonne, Saint Helene et Billom ont procédé à l'affectation hypothécaire au profit de Natixis Energeco, BPI, pour un montant de 650 K€.

17.2 - Engagements reçus

BNP Paribas, BTP Banque, Atradius et d'autres organismes financiers ont donné des garanties d'exécution à Valrea pour un montant total de 332 K€ au bénéfice de l'Etat et d'autres institutions.

La société Générale a souscrit un engagement par signature pour le compte de Valorem à hauteur de 90 K€.

NOTES ANNEXES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

NOTE 18 – CHIFFRES D'AFFAIRES ET RESULTAT OPERATIONNEL

REPARTITION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE	2021-12	2020-12
En milliers d'euros		
Chiffre d'Affaires consolidé	**101 856**	**89 214**
France	101 856	89 214
Europe hors France	0	0
Total par Zone Géographique	**101 856**	**89 214**
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence [dans le prolongement de l'activité du Groupe]	**11 887**	**20 996**
France	12 082	21 161
Europe hors France	(195)	(165)
Total par Zone Géographique	**11 887**	**20 996**

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE	2021-12	2020-12
En milliers d'euros		
Chiffre d'Affaires consolidé	**101 856**	**89 214**
Electrique	87 005	79 546
Développement	9 575	3 138
Construction	574	777
Maintenance	4 001	3 696
Autres	701	2 057
Total par Secteur d'Activité	**101 856**	**89 214**
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence [dans le prolongement de l'activité du Groupe]	**11 887**	**20 996**
Electrique	5 470	16 817
Développement	7 252	(485)
Construction	466	4 819
Maintenance	174	(4)
Autres	(1 476)	(152)
Total par Secteur d'Activité	**11 887**	**20 996**

Les informations au titre du carnet de commande et des actifs / passifs de contrat ne seront pas fournies car jugées non significatives.

NOTE 19 – PERSONNEL ET EFFECTIF

Présentation des effectifs

EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	2021-12	2020-12
Cadres	256	205
Employés, Agents de maîtrise et techniciens	58	66
Total de l'effectif moyen	**314**	**271**
Charges de personnel	**(24 757)**	**(20 243)**
Rémunération du personnel	(15 653)	(12 858)
Charges de sécurité soc et de prevoyance	(6 988)	(5 586)
Autres charges	(2 116)	(1 799)
Total charges du personnel	**(24 757)**	**(20 243)**

NOTE 20 – AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

Présentation des amortissements et provisions

AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	2021-12	2020-12
En milliers d'euros		
Dotations amortissements immobilisations incorporelles	(597)	(446)
Dotations amortissements immobilisations corporelles	(41 187)	(32 754)
Variations nettes des amortissements sur immobilisations	**(41 784)**	**(33 200)**
Dépréciations immobilisations incorporelles	(20)	(71)
Dépréciations immobilisations corporelles	(668)	(1 073)
Dépréciations des créances clients et autres créances courantes	(1 214)	(3 521)
Dotations aux provisions	(95)	(780)
Dotation des amortissements (hors immobilisations) et dépréciations	**(1 998)**	**(5 445)**
Reprises de dépréciations d'immobilisations	84	92
Reprises sur dépréciations des créances clients et autres créances courantes	1 113	3 140
Reprises aux provisions	591	517
Reprise des amortissements (hors immobilisation) et dépréciations	**1 789**	**3 749**
Total Amortissements et provisions	**(41 993)**	**(34 896)**

Les dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles sont notamment constituées de 37 931 K€ de dotations relatives aux parcs en exploitation (30 209 K€ en 2020) et de 2 944 K€ des dotations aux amortissements des droits d'utilisation des actifs corporels conformément à la norme IFRS 16 (contre 2 637 K€ en 2020).

Les dotations et reprises aux provisions concernent les provisions sur titres non consolidés à fin 2021.

Le groupe applique une méthode de dépréciation des stocks et immobilisations en-cours qui consiste à ne déprécier que les projets présentant un des risques suivants : autorisations refusées, absence de tarif ou développement dans une zone présentant des incertitudes.

NOTE 21 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS

Présentation des autres produits et charges opérationnels

Autres produits et charges opérationnels non courants	2021-12	2020-12
En milliers d'euros		
Réévaluation de la quote part antérieurement détenue suite aux acquisitions complémentaires	0	4 364
Plus ou moins value sur cession d'immobilisations	(58)	(1)
Subventions d'investissement virées au résultat	176	175
Autres produits et charges opérationnels non courants	(1 613)	1 197
Total	**(1 494)**	**5 735**

La réévaluation de la quote-part antérieurement détenue s'expliquait principalement par la prise de contrôle du sous-groupe FHA à hauteur de 3 727K€.

NOTE 22 – RESULTAT FINANCIER

Présentation du résultat financier

RESULTAT FINANCIER	2021-12	2020-12
En milliers d'euros		
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	152	2
Coût de l'endettement financier brut	(10 431)	(10 194)
Reprises sur dépréciations sur actifs financiers	5 223	9 630
Produits financiers divers	1 503	3 027
Sous total autres produits financiers	**6 726**	**12 657**
Dotations aux dépréciations sur actifs financiers	(1 695)	(11 362)
Charges financières diverses	(8 735)	(9 518)
Sous total autres charges financières	**(10 430)**	**(20 880)**
Résultat Financier	**(13 983)**	**(18 414)**

Les produits financiers divers sont principalement composés du mouvement de transfert de charges d'intérêts financiers dans le coût d'acquisition des immobilisations corporelles. Les charges financières diverses sont principalement composées d'intérêts sur swap et des charges financières sur droit d'utilisation qui représentent - 685 K€ en 2021 et -621K€ en 2020.

NOTE 23 – IMPOTS

Le taux d'impôt retenu est de 26.5% en 2021 pour toutes les entités y compris celles faisant partie du groupe d'intégration fiscale.

En outre, en application de la nouvelle Loi de finance, des taux d'impôt dégressifs ont été appliqués pour tous les impôts différés qui se dénoueront à compter de 2021 pour arriver à un taux de 25% à compter de 2022.

Présentation de la ventilation de la charge d'impôt au 31 décembre 2021 et 2020

VENTILATION DE LA CHARGE / PRODUIT D'IMPOT	2021-12	2020-12
En milliers d'euros		
Charge / (produit d'impôt courant)	(556)	1 116
Charge / (produit d'impôt différé)	6 294	(6 830)
CVAE	(634)	(1 175)
Total de l'impôt	**5 103**	**(6 889)**

Présentation de la preuve d'impôt au 31 décembre 2021 et 2020

PREUVE D'IMPÔT	2021-12	2020-12
En milliers d'euros		
Résultat net des activités poursuivies	3 007	(4 307)
Charge / Produit d'impôt hors CVAE	5 738	(5 713)
Résultat consolidé avant impôt	**(2 731)**	**1 406**
Taux d'impôt théorique	26,50%	28,00%
Impôt théorique calculé	724	(394)
Impacts		
Incidence des différences permanentes	1 682	1 191
Incidence des amortissements sur immobilisations incorporelles et Goodwill	(217)	(1 125)
Incidence de l'intégration fiscale et de l'activation des déficits	2 760	(4 771)
Incidence des mises en équivalence	129	291
Incidence des différences et variations de taux	395	603
Incidence des plus ou moins values de consolidation	0	0
Autres	264	(1 508)
Total de la charge ou produit d'impôt	**5 737**	**(5 713)**

Ventilation des actifs (passifs) nets d'impôts différés

VENTILATION DES IMPOTS DIFFERES	2021-12	Comptabilisé en résultat net	Comptabilisé en autres éléments du résultat global	Comptabilisé directement en capitaux propres	2020-12
En milliers d'euros					
Différences temporaires	547	547	0	0	619
Impôts différés sur juste-valeur des parcs (IAS 16)	(34 037)			(34 037)	(38 415)
Impôts différés sur juste-valeur des swaps (IFRS 9)	133	6 568	(6 435)		6 304
Impôts différés sur élimination des provisions réglementées	(27 473)	(27 473)			(24 953)
Autres retraitements fiscaux et d'harmonisations	(768)	(768)	0	0	(900)
Impôts différés (Elim. Marges sur stocks)	43 620	43 620			42 575
Activation de reports déficitaires	10 936	10 936			7 171
Limitation des impôts différés	1 074	1 171	(97)		1 606
Sous-total impôts différés nets avant activation et limitation	**(17 979)**	**22 493**	**(6 435)**	**(34 037)**	**(14 769)**
Activation (limitation) d'impôts différés	12 009	12 107	(97)	0	8 777
Total Impôts différés nets	**(5 969)**	**34 600**	**(6 532)**	**(34 037)**	**(5 992)**
Actifs d'impôts différés	16 772				14 233
Passifs d'impôts différés	(22 741)				(20 225)
Total Impôts différés nets	**(5 970)**				**(5 992)**

En milliers d'euros	N+1	N+2	N+3	N+4	>N+4	TOTAL
Echéancier des impôts différés hors activation et limitation	832	(632)	(764)	(652)	(16 763)	**(17 979)**

Au 31 décembre 2021 compte tenu du fait que leur récupération est jugée probable dans un avenir proche, le Groupe Valorem a constaté dans ses comptes consolidés des actifs d'impôts différés au titre de ses déficits reportables pour un montant de 2,8 millions d'euros sur l'exercice 2021. Ces actifs d'impôts différés ont principalement été constatés chez Ablaincourt et le sous-groupe FHA.

NOTES COMPLEMENTAIRES

NOTE 24 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

NOTE 25 - REMUNERATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS ET TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Les principaux dirigeants ont perçu les rémunérations suivantes :

Rémunération des principaux dirigeants	2021	2020
En milliers d'euros		
Avantages du personnel à court terme	1 185	878
Indemnités de fin de contrat de travail	61	0
Total	**1 246**	**878**

Aucune transaction entre parties liées ayant un caractère significatif existe au sein du Groupe Valorem.

NOTE 26 - HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires de commissariat aux comptes figurant au compte de résultat consolidé s'élève à 329 K€.

Honoraires versés aux commissaires aux comptes	Autres Services		Certifications des comptes N HT		Régularisation certifications des comptes N-1 HT		TOTAL	
En milliers d'euros	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
BSF Audit	3	5	113	165	84	-	200	170
Fiduciaire Experts Audit	58	3	-	75	58	-	116	78
KPMG	16	-	41	65	89	-	146	65
H3P	-	-	-	16	-	-	0	16
YCC Audit et Conseil	-	-	3	-	-	-	3	0
TOTAL	**77**	**8**	**157**	**321**	**231**	**-**	**465**	**329**

NOTE 27 – JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

La juste valeur d'un actif et d'un passif est le prix qui serait convenu entre des parties libres de contracter et opérant aux conditions du marché. La détermination de la juste valeur doit être fondée sur des données de marché observables qui fournissent l'indication la plus fiable de la juste valeur d'un instrument financier.

Les niveaux de classification dans la hiérarchie de la juste valeur sont définis comme suit :

Niveau 1 : prix coté sur un marché actif ;

Niveau 2 : prix coté sur un marché actif pour un instrument similaire, ou autre technique d'évaluation basée sur des paramètres observables ;

Niveau 3 : technique d'évaluation incorporant des paramètres non observables.

Pour les swaps, les emprunts et les dettes liées aux options de vente accordées aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, la juste valeur est déterminée sur la base des flux contractuels actualisés aux taux d'intérêts du marché. La juste valeur des dettes fournisseurs, des créances clients ainsi que des autres créances et dettes à court terme est jugée correspondre approximativement à leur valeur nette comptable, l'effet de l'actualisation des flux futurs de trésorerie n'étant pas significatif compte tenu de leur nature à court terme.

31-déc-21	Niveau	Valeur comptable	Juste valeur	Prêts et créances au coût amorti	Juste valeur par résultat	Dettes au coût amorti	Juste valeur par autres éléments du résultat global
En milliers d'euros							
Instruments financiers dérivés	2	8 074	8 074				8 074
Autres actifs financiers non courants	3	21 293	21 293	21 293			
Clients et comptes rattachés	-	33 692	33 692	33 692			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	118 903	118 903		118 903		
Autres actifs courants hors actifs fiscaux et sociaux	3	7 430	7 430	7 430			
Total Actifs financiers		**189 391**	**189 391**	**62 414**	**118 903**		**8 074**
Dettes financières non courantes hors put	2	704 531	704 531			704 531	
Put sur minoritaires	3	1 701	1 701			1 701	
Instruments financiers dérivés	2	6 163	6 163				6 163
Dettes financières courantes	2	68 953	68 953			68 953	
Fournisseurs et comptes rattachés	-	20 029	20 029			20 029	
Autres passifs courants hors passifs fiscaux et sociaux	3	16 678	16 678			16 678	
Total Passifs financiers		**818 054**	**818 054**			**811 891**	**6 163**

31-déc-20	Niveau	Valeur comptable	Juste valeur	Prêts et créances au coût amorti	Juste valeur par résultat	Dettes au coût amorti	Juste valeur par autres éléments du résultat global
En milliers d'euros							
Instruments financiers dérivés	2	0	0				0
Autres actifs financiers non courants	3	13 171	13 171	13 171			
Clients et comptes rattachés	-	21 320	21 320	21 320			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	114 415	114 415		114 415		
Autres actifs courants hors actifs fiscaux et sociaux	3	6 855	6 855	6 855			
Total Actifs financiers		**155 761**	**155 761**	**41 347**	**114 415**		**0**
Dettes financières non courantes hors put	2	694 825	694 825			694 825	
Put sur minoritaires	3	1 701	1 701			1 701	
Instruments financiers dérivés	2	20 323	20 323				20 323
Dettes financières courantes	2	63 735	63 735			63 735	
Fournisseurs et comptes rattachés	-	19 175	19 175			19 175	
Autres passifs courants hors passifs fiscaux et sociaux	3	6 926	6 926			6 926	
Total Passifs financiers		**806 685**	**806 685**			**786 362**	**20 323**

VALOREM
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 9.540.030 €
Siège social : 213 cours Victor Hugo - 33130 BEGLES
395 388 739 R.C.S BORDEAUX
(la « **Société** »)

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 29 JUIN 2022

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021 :

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'élevant à 24.250.889 € de la façon suivante :

Bénéfice de l'exercice	**24.250.889 €**
Réserve légale	**109.665 €**
Autres réserves	**21.141.224 €**
Distribution de dividendes	**3.000.000 €**

Le solde « Autres Réserves » étant ainsi porté de 27.644.232 € à 48.785.456 €.

L'Assemblée Générale décide en outre d'affecter l'intégralité du montant du report à nouveau positif, soit la somme de 99.245.493 € au poste « Autres Réserves » qui est ainsi porté à 148.030.949 €.

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seraient de 217.807.480 €.

Conformément à l'article 243 bis du CGI, il sera demandé à l'Assemblée Générale de prendre acte que les distributions de dividendes effectuées au titre des trois exercices précédents ont été les suivantes :

Exercice clos	31/12/2018*	31/12/2019	31/12/2020
Dividendes versés	3.609.060 €	0 €	3.000.000 €
Montant éligible à la réfaction de 40 %	869.190 €	0 €	653.150 €
Montant non éligible à la réfaction de 40 %	2.739.870 €	0 €	2.346.850 €

**Assemblée générale du 27 septembre 2019 : distribution d'une somme de 3.609.060 € prélevée sur le compte « report à nouveau ».*

Vote de l'Assemblée Générale du 29 juin 2022 :

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés présents, représentés et votant par correspondance

Extrait certifié conforme :

Le Président
Monsieur Jean-Yves GRANDIDIER

VALOREM
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 9 540 030 €
Siège social : 213 cours Victor Hugo - 33130 BEGLES
395 388 739 R.C.S BORDEAUX
(Ci-après la « **Société** »)

COMPTES CONSOLIDES – EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

RAPPORT DE GESTION DU GROUPE VALOREM

Chers associés,

Conformément à l'article L. 233-16 du Code de commerce, nous vous présentons les comptes consolidés du groupe au 31 décembre 2021.

Nous vous rappelons que notre Société établit des comptes consolidés à titre obligatoire depuis l'exercice clos le 31 décembre 2013, et qu'une consolidation avait déjà été réalisée au titre de l'exercice 2012 en dehors de toute obligation légale.

1) Périmètre et méthodes de consolidation

Les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2021 sont les troisièmes états financiers présentés conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union européenne, et notamment en application d'IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière ».

Les notes annexes aux comptes consolidés fournissent des précisions quant aux méthodes retenues et aux choix opérés par VALOREM.

L'ensemble du Groupe consolidé comporte 94 sociétés, incluant VALOREM, au 31 décembre 2021.

87 sociétés sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale, aucune n'est en intégration proportionnelle et 7 sont consolidées selon la méthode de mise en équivalence.

La liste des sociétés consolidées figure en annexe au présent rapport, ainsi que dans la note 2 « Périmètre de Consolidation » des états financiers consolidés au 31 décembre 2021. Ladite note 2 comporte un tableau récapitulatif qui distingue les sociétés faisant l'objet d'une intégration globale, celles faisant l'objet d'une mise en équivalence, et celles n'étant pas incluses dans le périmètre de consolidation.

Les comptes consolidés présentés sont ceux de l'exercice allant du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Les sociétés du périmètre clôturent toutes leurs comptes au 31 décembre de chaque année.

2) Situation de l'ensemble constitué par les sociétés comprises dans la consolidation

Bilan consolidé

Le total du bilan consolidé au 31 décembre 2021 s'élève à 990.450 k €.

Les actifs non courants du groupe s'élèvent, au 31 décembre 2021, à 805.143 k€.

Les actifs courants du groupe s'élèvent, au 31 décembre 2021, à 185.307 k€.

Les capitaux propres de l'ensemble consolidé s'élèvent, au 31 décembre 2021, à 100.808 k€.

La part du Groupe dans les capitaux propres s'élève à 93.579 k€.

Etat du résultat global consolidé

Parmi les éléments notables :

- le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 101.856 k€ (contre 89.214 k€ au titre de l'exercice précédent).
- les achats de marchandises et variation de stocks s'élève à 33.718 k€
- les charges de personnel ressortent à 24.757 k€

Le résultat opérationnel courant consolidé, au 31 décembre 2021, s'élève à 13.349 k€ (contre 18.183 k€ au titre de l'exercice précédent).

Le résultat financier consolidé est négatif, au 31 décembre 2021, à (13.983) k€.

La charge d'impôt est positive et s'élève à 5.103 k€.

Tenant compte d'un résultat net des activités poursuivies d'un montant de 3.007 k€, et déduction faite de la part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle, le résultat net « part du Groupe » s'établit à un montant positif de 2.703 k€ (contre un résultat net négatif de (4.736) k€ au titre de l'exercice précédent).

Vous trouverez ci-dessous l'Etat du résultat global consolidé extrait des comptes consolidés.

ETAT DU RESULTAT NET ET DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	Notes	2021-12	2020-12
En milliers d'euros			
Chiffre d'affaires	18	**101 856**	**89 214**
Achats de marchandises et variation de stocks		(33 718)	(50 705)
Charges de personnel	19	(24 757)	(20 243)
Charges externes		(23 912)	(19 829)
Impôts et taxes		(4 615)	(4 271)
Dotations et reprises aux amortissements	20	(41 784)	(33 200)
Dotations et reprises aux provisions	20	(209)	(1 696)
Variations des stocks de produits en cours et de produits finis		616	1 192
Autres produits d'exploitation		39 981	58 625
Autres charges d'exploitation		(108)	(904)
Résultat Opérationnel Courant		**13 349**	**18 183**
Autres produits opérationnels non courants	21	167	6 518
Autres charges opérationnelles non courantes	21	(1 662)	(783)
Résultat opérationnel		**11 854**	**23 918**
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence		32	(2 922)
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence [dans le prolongement de l'activité du Groupe]		**11 887**	**20 996**
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		152	2
Coût de l'endettement financier brut		(10 431)	(10 194)
Autres produits financiers		6 726	12 657
Autres charges financières		(10 430)	(20 880)
Résultat Financier	22	**(13 983)**	**(18 414)**
Charges d'impôt sur le résultat	23	5 103	(6 889)
Résultat net des activités poursuivies		**3 007**	**(4 307)**
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle	12	304	429
Résultat net part du groupe		**2 703**	**(4 736)**

3) Définition de la politique du Groupe

Nous vous rappelons que le Groupe est animé par la société VALOREM, qui impulse la politique du groupe en matière d'investissements et en matière commerciale, financière, sociale.

A cet effet, la société VALOREM, comme elle le fait depuis sa création, a contribué activement à la définition de la politique générale et de la stratégie du groupe, à moyen et long terme, par la prise de décisions en concertation avec les organes dirigeants de chacune des sociétés filiales, dirigeants auxquels est laissée toute la latitude nécessaire dans la gestion desdites sociétés filiales.

4) Poursuite et Evolution prévisible du groupe

Nous prévoyons les opérations suivantes :

- Financement de parcs éoliens, photovoltaïques et hydrauliques dont la construction est envisagée sur l'exercice ;
- Poursuite du développement des portefeuilles de projets ;
- Poursuite du développement à l'international ;
- Développement de relations entre partenaires du secteur.

5) Observations particulières sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Néant

6) Evénements importants survenus au cours de l'exercice écoulé

6.1 Poursuite de la croissance du portefeuille et du parc en exploitation

Le Groupe détient 548 MW bruts en opération ou en construction à fin 2021.
En 2021, le Groupe a mis en service 14 nouveaux parcs pour un total de 104 MW et financé 3 nouveaux projets pour 33 MW.

Le Groupe VALOREM a également fait croître significativement son portefeuille en développement qui s'élève à 5 GW à fin 2021 (4,4 GW à fin 2020) dont 2,1 GW hors de France.

6.2 Financement participatif

Pionnier de l'éolien en France, le Groupe VALOREM accompagne les territoires dans la valorisation de leur potentiel en énergies renouvelables depuis plus de 27 ans. En 2012, l'opérateur en énergies vertes a été le précurseur d'un modèle inédit dans le secteur : redistribuer les richesses de ses projets aux riverains via l'investissement participatif. Dans ce contexte, le Groupe VALOREM a annoncé en mars 2021 la création d'un portail dédié à ses levées de fonds « Mon Parc VALOREM », hébergé sur la plateforme leader du secteur : Lendosphère. A fin 2021, le Groupe a réussi plus de 72 levées de fonds auprès de 5 100 prêteurs pour un montant cumulé de 17,8 M€.

6.3 Evolution de l'équipe dirigeante

Le Groupe VALOREM a vu en 2021 évoluer sa gouvernance avec le départ du Directeur Général Frédéric Lanoë, qui n'a pas été remplacé à ce stade.

Le Comité Exécutif de la société s'est étoffé avec comme nouveaux membres Monsieur Philippe Etur et Monsieur Philippe Tavernier.

6.4 Incidences de la crise sanitaire

Dans le cadre de la pandémie de la COVID-19, le Groupe a réussi à préserver la santé de ses collaborateurs tout en poursuivant son activité.
Du côté de l'exploitation, la pandémie n'a pas eu d'impact car le Groupe n'est pas soumis au risque marchant. Le Groupe a su ainsi montrer la résilience de son business model dans un contexte de fort ralentissement économique.

6.5 – Entrées dans le périmètre de consolidation

Les sociétés suivantes sont entrées dans le périmètre de consolidation sur l'exercice 2021 du fait du niveau de maturité des projets correspondants et de leurs dettes respectives qui ont été levées : Saint Secondin, La Fibat, Longueil, Valfin 2 et Vs Energies. Valcare a également intégré le périmètre ainsi que Honkamaki au travers de Valfin 2.

6.6 – Sorties du périmètre de consolidation

En 2021, Loupdat a été déconsolidée.

6.7 – Cessions de filiales non consolidées

Au cours de l'exercice, le Groupe Valorem a cédé le projet éolien de Garonne et Canal (21 MW) générant 1,8 million de chiffre d'affaires de développement ainsi que 5,7 millions de plus-values de cession reclassées en chiffre d'affaires.
De plus, le Groupe a cédé le parc solaire de Montréal de 5 MW générant 1,2 million de chiffre d'affaires de développement.

6.8 – Suivi du redressement fiscal

Concernant la vérification de comptabilité effectuée en 2018, VALOREM a contesté le redressement et les discussions avec l'administration ont permis d'aboutir à un accord quant à un quantum de provision déductible en 2019.
Dans ce contexte, une provision pour impôt avait été dotée pour un montant de 5,2 M€ en 2019, venant compléter la provision dotée en 2018 à hauteur de 4,7 M€ pour tenir compte de l'impact estimé sur les années 2017 et 2018. Elle permettait de couvrir les conséquences financières du contrôle fiscal notamment en termes de pénalités (858 K€) et intérêts de retard (67 K€).
Au 31 décembre 2020, la provision a été reprise à hauteur de 2,5 M€ suite à l'avis de mise en recouvrement reçu début 2021 au niveau du groupe fiscal. Elle tient compte des dégrèvements d'IS au titre des exercices 2016 et 2019. Ainsi, la provision totale ressort à 7,4 M€.
Le contrôle fiscal ayant été achevé le 15 juin 2021, l'ensemble de la provision a été reprise et le coût de la charge a été constaté. Un échéancier du plan de redressement a été mis en place s'étalant sur 19 échéances de juin 2021 à décembre 2022.
Au 31 décembre 2021 ; le solde restant à régler s'élève à 3,7 M€.

6.9 – Changements de méthode de consolidation

Au 31 décembre 2021, aucun changement de méthode de consolidation n'a été réalisé.

7) Evénements importants survenus depuis le 31 décembre 2021

A la date d'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2021, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

8) Activités en matière de recherche et de développement

L'activité de recherche et développement du Groupe est assurée essentiellement par les sociétés VALOREM et VALEMO.

Au cours de l'exercice écoulé, le Groupe a poursuivi ses activités en matière de recherche et développement, déjà initiées sur les précédents exercices.

Fait à BEGLES
Le 17 juin 2022,

Le Président